HAIT Lè manke gid, pèp la gaye! OBSERVATEUR

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs: 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. XXXXVIII, No. 7 New York: Tel: (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 21 - 28 fevrier 2018

EMPÊTRÉ DANS LE DOSSIER PETROCARIBE Trafic de drogue : Lamothe est accusé par un Dominicain

Par Léo Joseph

L'ex-Premier ministre haïtien Laurent Lamothe se démène comme un diable dans un bénitier pour se disculper auprès des autorités haïtiennes qui seront appe-lées à traiter les poursuites judiciaires susceptibles d'être engagées dans le scandale Petro-Caribe. Aggravant encore davantage sa situation, le pilote dominicain du puissant sénateur et mul-timillionnaire Félix Bautista a dénoncé des officiels haïtiens. L'ex-Premier ministre Laurent Lamothe aurait été accusé d'avoir été le bénéficiaire de cargaisons de drogue qu'il a transportées de Colombie et de Panama à destination d'Haïti et de la République dominicaine.

Dans un article publié sur les réseaux sociaux, sous la plume d'Emmanuel Roy, un avocat d'origine haïtienne qui faisait partie de la petite équipe de campagne de Michel Martelly, l'auteur fait état des révélations faites par Luis Alejandro, pilote du puissant sénateur dominicain Félix Bautista. Selon M. Roy, le pilote, qui a été arrêté par les autorités dominicaines sur présomption d'avoir



L'ex-Premier ministre häitien Laurent Salvador Lamothe.

emmené l'avion du sénateur Bautista d'Haïti à Colombie et au Panama, « bien souvent transportait de la drogue pour être distribuée en République dominicaine ou transportée et à Miami ».

Possible rebondissement en Haïti de l'affaire Bautista

Originellement inculpé pour corruption, le sénateur Bautista, qui a fait ses débuts comme tailleur fabriquant des chemises, a été mis hors de cause par la Cour suprême de la République dominicaine. Devenu multimillionnaire dont, d'après les autorités dominicaines, la fortune est estimée à USD 500 million \$, qu'il a amassée dans l'espace de quatre à dix ans, il n'a eu aucune peine à se procurer des avocats chevronnés pour sa défense. D'aucuns prétendent que ses premiers démêlés avec la justice ont tourné en sa faveur parce qu'ils avaient les «grands moyens».

Mais, le procureur fédéral de la République dominicaine, Francisco Domingo Brito, qui pensait toujours que la fortune amassée par le sénateur Batista était d'origine illicite, restait aux aguets, attendant l'occasion propice pour traîner Bautista, encore une fois, devant la justice. Il semble que M. Brito ait découvert le pot aux roses. Car l'arrestation de Luis Alejandro, le pilote de Félix Bautista, sous l'accusation d'avoir introduit de la drogue en territoire dominicain,



Le juge instructeur Alejandro Moscoso Segara.

pourrait bien donner les preuves qu'il recherchait pour inculper ce dernier.

Cité par Emmanuel Roy, Francisco Domingo Brito a déclaré que le sénateur a fait des révélations dans le cadre de son interrogation par le juge instructeur spécial Alejandro Moscoso Segara. Le parlementaire, écrit Roy, a révélé que des fonds déposés dans plusieurs de ses comptes en banque non identifiés, et dont les origines étaient introuvables provenaient du gouvernement haïtien. Aussi, le sénateur Bautista at-il révélé que les autorités haïtiennes ont octroyé à ses compagnies de construction un total de 20 contrats avec un coût global d'environ USD 480 millions \$, dont seulement 12 ont été ache-

Afin de garantir l'attribution de nouveaux contrats à ses sociétés, le sénateur avait versé des pots de vin, sous forme de financement de la campagne présidentielle de Michel Martelly. Ces faits semblent corroborer les révélations qu'avait faites, en 2012, la journaliste dominicaine d'investigation Nuria Piera selon lesquelles Michel Martelly avait

Suite en page 2

LA VERSION 2018 DU CARNAVAL Michel Martelly fait dans la provocation, une bagarre entre policiers évitée



Défilé du `Carnaval 2018, à Port-au-Prince.

Le Carnaval de 2018 a failli se terminer sur une échauffourée dont on n'aurait pu mesurer l'ampleur. Voulant imprimer l'indiscipline qui le caractérise à la fête, Michel Martelly s'était résolu à dresser une unité de la Police nationale contre une autre, sans se soucier le moindrement des dégâts que son acte aurait occasionnés. Heureusement que la hiérarchie de l'institution a su garder son calme, l'irréparable a

été évité de justesse.

En effet, les différentes bandes qui défilaient dans le convoi carnavalesque, durant les trois jours gras, commençaient à s'éloigner en direction de leurs bases respectives, mercredi

Suite en page 2

NOUVELLES BRÈVES



Wole Soyinka.

Deux présidents sur deux continents différents ont défrayé la chronique, la semaine dernière, mais le scandale d'OX-FAM, l'organisation non gouvernementale britannique, a retenu notre attention. Toutefois, le 13 février, le Guatemala a mis sous les verrous un exprésident dans le cadre d'un scandale de corruption. Et en Afrique du sud, le président, succombant aux pressions de son propre parti, a démission-

né le 14 février dans une affaire de corruption.

En effet, nous avions rapporté, la semaine dernière, que le président d'OXFAM, Juan Alberto Fuentes, ancien ministre des Finances du Guatemala, avait été arrêté le 13 février dans un scandale de corruption locale qui n'avait rien ā voir avec les séances d'orgies impliquant des officiels de cette institution opérant en Haïti en 2011, suite au tremblement de terre de 2010. Mais Alberto Fuentes faisait partie d'une dizaine de grosses légumes, incluant d'autres ministres de l'administration du président Alvaro Colom se trouvant lui aussi en prison.

Selon Matias Ponce, un porte-parole des Nations Unis (ONU), ces anciens potentats sont accusés de participer à un vaste complot de détournement de fonds et de fraude lors de l'achat d'une flotte d'autobus pour le grand public, sous la présidence de Colom, de 2008 ā 2012. Sous les auspices de l'ONU,

Suite en page 3

EMPÊTRÉ DANS LE DOSSIER PETROCARIBE Trafic de drogue : Lamothe est accusé par un Dominicain

Suite de la page l

accepté un pot-de-vin du sénateur Bautista de l'ordre de USD 2,5 millions \$.

Autres avantages en nature offerts à **Martelly et Lamothe** Les autorités judiciaires domi-



L'ex-président haîtien Joseph Michel Martelly.

nicaines ont précisé que le sénateur Bautista s'est montré d'une grande générosité à l'égard du président Martelly et de son Premier ministre Laurent Lamothe. Par exemple, durant la campagne présidentielle du chanteur du compas, le parlementaire mettait son hélicoptère à la disposition de Sweet Mickey. Mais après la victoire aux urnes de ce dernier, il mettait également un Cessna 500 à la disposition du tandem Martelly et Lamothe. D'autre part, le parlementaire avait également mis un luxueux appartement au service du président et du Premier ministre haïtiens.

Dans les milieux officiels dominicains, on répète qu'à l'occasion de certaines visites à

Santo Domingo, Martelly et raison de leur création récente. Lamothe invitaient « des prostitués » dans cet appartement. C'est pourquoi, dit-on encore, ils ne séjournaient pas dans des hôtels quand ils venaient en visite en République domini-

L'avocat Emmanuel Roy souligne aussi, citant des autorités judiciaires dominicaines, que Laurent Lamothe séjournait également à cet apparte-ment avec son ex-petite amie, Petra Nemcova, quand les deux voyageaient ensemble à la capitale dominicaine.

Dans son article, Emma-

nuel Roy rapporte aussi que, selon des aveux faits par le sénateur dominicain au juge d'instruction Alejandro Moscoso Segara, Félix Bautusta avait offert des « actions gratuites » à ses compagnies constituées en sociétés commerciales en Haïti, notamment Constructora Hamdon. Dans l'élaboration de contrats sans appel d'offres avec Haïti, il est dit que Martelly, Laurent Lamothe et leur équipe ont établi comme condition que les firmes étrangères qui décrochent des contrats en Haïti octroient des actions à des officiels haïtiens qui doivent être désignés comme présidents de ces entités. Des 46 compagnies créées par le sénateur Bautista, Emmanuel Roy fait savoir que cinq d'entre elles sont implantées en Haïti.

On retiendra que les sociétés créées en Haïti par le parlementaire dominicain ne sont pas éligibles à participer à l'appel d'offres, encore moins à se faire octroyer des contrats, en Ces entreprises ont été lancées un ou deux ans après le tremblement de terre du 12 janvier 2010. Cela ne les a pas empêchées d'obtenir des contrats léonins, car étant devenus des



Le procureur de Santo Do-Francisco Domingo Brito.

associés des dirigeants haï-

Il y a de fortes chances qu'une parti des millions du fonds PetroCaribe ont été investis dans ces projets, dont certains d'entre eux, selon le témoignage du sénateur Bautista lui-même, ne sont pas achevés. Rappelons que seulement 12 des 20 projets octroyés aux com-pagnies du parlementaire dominicain ont été achevés, dit M. Bautista. Voilà qui devrait donner à réfléchir à ceux qui mènent l'enquête sur l'utilisation du fonds PetroCaribe.

Laurent Lamothe et le trafic de drogue

Si des sources proches de l'en-quête sur le « Bateau sucré d'-Ácra » attribuent un rôle au Premier ministre Laurent Lamothe au niveau des logistiques, afin que le débarque-ment puisse s'effectuer dans un environnement sécurisé, il semble que l'ancien chef de la primature ait eu son propre créneau d'exploitation de cette

Les révélations du pilote du sénateur Bautista indiquant qu'il transportait la substance interdite de la Colombie et du Panama pour le compte des dirigeants haïtiens et son patron, M. Lamothe, quant à lui, avait son propre avion qui faisait presque les mêmes trajets. À cet égard, Emmanuel Roy confirme des révélations qu'avait faites Haïti-Observateur, voilà déjà plus de trois ans. L'hebdomadaire avait précisé que le Cessna 500 que possédait Lamothe faisait la navette aux Antilles françaises transportant de la cocaïne à des

À l'époque, des agents de la Drug Enforcement Admi-nistration (DEA) surveillaient les déplacements de cet engin, qui faisait des escales ponctuelles, entre autres, à Saint Barthélemy, Martinique, Désirade et Guadeloupe, pour ne citer que ces îles. Selon des sources proches de la DEA, les autorités fédérales sont en possession d'une série de documents cartographiques sur cet avion, dont les déplacements dans différents ponts de la Floride, de la Caraïbe, de l'Amérique Latine, et parfois jusqu'en Europe, sont régulièrement enregistrés.

Des sources crédibles ont fait savoir que le Cessna 500 était, à l'origine, mis à la disposition de Martelly et Lamothe par le sénateur Bautista. Ces sources n'avaient pu établir si ceux-là payaient la location et l'entretien. Mais il semble que, par la suite, l'ex-Premier ministre haïtien ait acheté cet aéronef, qui a été mis en vente par M. Lamothe. Des sources crédibles proches de ce dernier ont laissé entendre que l'appareil aurait été vendu pour USD 300 000 \$. Le prix d'USD 400 000 demandé à l'origine a été révisé à la baisse, afin d'en faciliter la vente, après que le



dominicain senateur Feliex Bautista.

Cessna 500 eut été sur le marché durant plus d'un an, fait-on

A en croire ces mêmes sources, Laurent Lamothe aurait remplacé l'avion qu'il a vendu par un Golfstream, un appareil de plus grand format que le précédent.

Toutes ces nouvelles données recueillies sur Lamothe et ses alliés ne doivent pas échapper aux agents de la DEA qui détiennent déjà à son sujet d'importantes informations. Reste à savoir à quoi serviront toutes ces données.

LA VERSION 2018 DU CARNAVAL Michel Martelly fait dans la provocation, une bagarre entre policiers évitée

Suite de la page l

matin, afin de respecter le mot d'ordre concernant l'heure fixée par les autorités pour que prenne fin la fête, soit 3 heures du matin. Sauf Sweet Mickey-Michel Martelly et son char, suivis de la foule de ses fanatiques, qui semblait avoir autre chose en tête. De fait, arrivé devant la Télévision nationale, au niveau de Delmas 33 et 34, il devait demander aux animateurs de la station de service à cette heure d'aviser Carrefour, banlieue sud de Port-au-Prince, qu'il arrive bientôt pour continuer la fête. Inutile de dire qu'une telle déclaration faisait l'affaire des festivaliers qui voulaient faire durer le plaisir.

Des dispositions prises par la DDO pour maintenir l'ordre

Les policiers affectés à la Direction département de l'Ouest (DDO) avaient la responsabilité d'assurer la sécurité du défilé carnavalesque.

Ayant appris la décision de l'ex-président de se diriger vers la Nationale numéro 2, s'éloignant de Port-au-Prince, le directeur général de la PNH, avant d'aller dormir, a vite donné l'ordre de dresser des barricades en vue de bloquer l'avance de la foule menée par Sweet Mickey vers Carrefour, car à 5 heurs du matin. Martelly et sa foule avaient déjà commencé à danser les supplémentaires.

Il faut dire que l'ex-président avait ses propres agents de sécurité en la personne des policiers de l'Unité de sécurité générale du Palais national (USGPN) qui prenaient les ordres, non de la hiérarchie policière, mais plutôt de M. Martelly. Aussi, quand le char de Sweet Micky est arrivé devant les barricades, celui-ci donnat-il le signal de franchir. Les policiers de la DDO ont dû dégager la voie pour ne pas se faire passer dessus.

Sur ces entre-faits, le commandant de la DDO sur place téléphona en catastrophe au

directeur général, qui arriva immédiatement sur la scène. Sans perdre de temps, il s'est adressé à Martelly en gentleman, lui disant que le Carnaval est terminé et que le char de Sweet Mickey ne doit avancer plus loin vers Carrefour. Comme l'ex-président feignait de pas entendre Michel-Ange Gédéon, celui-ci, d'un ton ferme, fit savoir à Martelly que l'ordre déclarant la fin des réjouissances est venu d'« autorité supérieure».

Suite en page 7

NOUVELLES BRÈVES

Suite de la page l

poursuit M. Ponce, la «Commission internationale contre l'impunité au Guatémala » de l'organisme une entité indépendante d'appui ā l'Office du procureur général, ā la Police nationale civile et autres institutions dans leurs



L'ex-président sud africain Jacob Zuma forcé de quitter le pouvoir.

(CICIG) entreprend, avec les autorités judiciaires guatémaltèques, une campagne qui a donné des résultats. Outre cette dernière action, en 2015, le président Otto Perez Molina, ex-général de l'Armée, a été destitué du pouvoir et arrêté avec la vice-présidente Roxanna Baldetti, qui ont été emprisonnés quelques heures après leur arrestation.

À noter que CICIG a été créée le 12 décembre 2006, suite ā un traité signé entre l'ONU et le Guatemala faisant

enquêtes sur des cas difficiles devant être menées avec tact. On veut croire qu'Haïti se

trouve ā un carrefour similaire ā celui du Guatemala en matière d'enquête criminelle. Il n'est jamais trop tard d'apprendre des autres pour le plus grand bien de la nation qui sombre dans la corruption et l'impunité.

Presqu'en même temps, Jacob Zuma, président de l'Afrique du sud a fini par rendre le tablier, le 14 février,



Cyril Ramaphosa prêtant s'adresse au Parlement sudafricain.

après des mois de tergiversations. En effet, la veille, son parti politique, l « African National Congress » (ANC) lui intima l'ordre de démissionner «immédiatement pour le plus grand bien de la nation ». Durant ses neuf (9) ans au pouvoir, Zuma a été mêlé à plusieurs cas de corruption, rendant impopulaire l'ANC, le parti du héros de l'indépendance, feu Nelson Mandela devenu le premier président noir de l'Afrique du sud, lors des premières élections démo-cratiques, en 1994. Après 27 ans de prison, Mandela avait fini par remporter la victoire contre l'apartheid, cette philosophie de ségrégation raciale d'une minorité blanche ayant recours à toutes les méthodes de coercition.

Or, l'impopularité de Zuma met en péril la suprématie de l'ANC qui doit aller aux urnes l'année prochaine. Suite ā la démission de Zuma, l'ANC s'est tourné vers Cyril Ramaphosa, nommé président provisoire le 15 février. Âgé de 65 ans, Ramaphosa fut un

struire une société basée sur le respect et l'intégrité, intolérante à l'égard de ceux qui s'adonnent au saccage des ressources publiques, s'organisant en corporations de criminels en vue de voler les maigres ressources des citoyens ».

Ici et lā, une vague anticorruption renverse les barrières qui empêchent l'essor des citoyens vers les cimes du développement. À quand le tour d'Haïti de se défaire du



Álvaro Colom, ex-président du Guatemala, en prison.

fidèle adepte de son mentor, Nelson Mandela. Ainsi, voiton poindre à l'horizon une lueur d'espoir pour l'ANC aux prochaines élections. Dans son premier discours, le nouveau président sud-africain a promis d' « arrêter la vague de corruption dans nos institutions publiques ». S'-adressant aux législateurs, sous des vivats assourdissants, il eut ā dire : « Nous avons la ferme détermination de con-

carcan de la corruption et de l'impunité qui gangrènent tout l'appareil d'État ? Que le procès du fonds PetroCaribe soit le commencement de cette détermination citoyenne ā démolir la forteresse de l'impunité. N'en déplaise ā Jovenel Moïse qui jure de ne permettre aucune « persécution politique » sous son administration.

21 février 2018

Entre-temps, en Haïti, le président Jovenel Moïse a manifesté sa détermination à protéger ceux qui ont dévalisé le fonds PetroCaribe en publiant, le 16 février, la résolution du Sénat dans l'organe officiel d'État Le Moniteur.

A souligner que cette résolution, votée en catimini le 1er février par les sénateurs PH-TK et leurs alliés, en l'absence des sénateurs de l'opposition, confie ā la Cour supérieure des comptes et du administratif contentieux (CSCCA) l'analyse des Rapports Beauplan et Latortue sur le plus grand vol organisé dans l'histoire de la République d'Haïti des ressources financières de la nation par des officiels hauts placés des administrations gouvernementales, de 2008 ā 2016, savoir celles de René Préval, de Michel Joseph Martelly et de Jocelerme Privert. A noter que l'administration Martelly-Lamothe/Paul est responsable de la disparition des plus fortes sommes soustraites des USD 3,2 milliards \$ du fonds alimenté par le brut vénézuelien

Toutefois, au niveau de la justice, les plaintes des citoyens contre les transgresseurs continuent d'être déposées. La dernière en date, soumise lundi dernier, 20 février, par l'avocat André Michel, cite comme plaignant le citoyen Maurice Noël, ex-officier d'-État civil de la section Nord de Port-au-Prince, ā l'encontre des personnalités suivantes : Nonie H. Mathieu, Arol Élie, Michel Joseph Martelly, Jocelerme Privert, Michel Le-corps, Eustache Saint-Lot, Jean Max Bellerive, Hebert Docteur, Laurent Salvador Lamothe, Josefa Gauthier, Jacques Rousseau, Marie Carmelle Jean-Marie, Wilson Laleau, Stéphanie Balmir Villedrouin. Yves Germain Joseph, Max Rudolph Saint-Albin et consorts « pour corruption et dilapidation des fonds PetroCaribe ».

APARTEMENT À LOUER/ APPARTMENT FOR RENT

3 bedrooms, attic included in one of the bedrooms; 1 bathroom, kitchen, dining area, living room. Price: \$1,500.00 negotiable.

Rosedale, Queens, quiet neighborhood. Call Edzer at (718) 978-0491.

Rappelons que Nonie Mathieu était présidente de la CSCCA, qui avait failli ā sa tâche, tandis que les membres de l'Exécutif se la coulaient douce aux dépens de Petro-Caribe. Quant ā Arol Elie, il est indexé dans le rapport Latortue. En tant que membres de cette institution, comment pourront-ils analyser des rapports dans lesquels ils sont aussi accuses? L'air de rien, le procès PetroCaribe a déjā démarré.

Wole Soyinka est en visite en Haïti. L'octogénaire nigérian est le premier Noir et premier Africain ā obtenir, en 1986, le Prix Nobel de littérature. Il est arrivé ā Port-au-Prince, le lundi, 20 février, accompagné d'une imposante délégation de gens de lettres et de communications, répondant ā une invitation de la seconde édition de « Rencontres d'ici et d'ailleurs » qu'organise Laboratorio Arts Contemporains. Il a été reçu ce même lundi par le président Jovenel Moïse. Les 24 et 25 février il est attendu au Cap-Haïtien où il compte visiter La Citadelle Laferrière et le Palais Sans Souci. Né le 13 juillet 1934, ce grand pionnier de la littérature tenait à fouler le sol d'Haïti, lā où d'autres Noirs avaient marqué l'histoire pour avoir été les pionniers qui ont mis fin ā l'esclavage



DÉVELOPPEMENT PERSONNEL IN SUPPORT OF GUN CONTROL Is the United States Motto "In God We Trust", or "In Gun We Trust?"

By Rosie Bourget

The official motto of the United States "In God We Trust" adopted in 1956 when the United States Congress passed an act (H. J. Resolution 396)



Rosie Bourget.

signed by President Dwight D. Eisenhower, has changed to "In Gun We Trust."

Considering the death toll Wednesday at a Florida high school where 17 people were shot to death, one can conclude, just like Iraq and Afghanistan, the American soil has become a battlefield. Yet, despite these horrific events occurring over and over, a pattern has emerged after each mass shooting; lousy law makers have nothing better to offer to the families of the victims but thoughts, condo-lences and prayers. Although they pretend to be concerned, they have never mentioned gun control laws. To avoid bringing the real issues to the table, their only excuse lies is blaming all the deadly massacres that have occurred in the United States on mental illness. Politicians are so knowledgeable about mental health, they now know by heart the Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders, Fifth Edition (DSM-5). To give you a diagnosis, all they have to do is take a good look at you.

A day before Nikolas Cruz's shooting rampage, the leaders of the nation's 17 intelligence agencies briefed Congress on their 2018 worldwide threat assessment. This evaluation de-

tailed myriad threats to America's national security from abroad, namely China, Russia, transnational organized crime, and terrorism, but ignored the threat from within posed by guns. Wednesday's carnage in Florida illustrates the problem caused by this collective failure to see the existential threat posed by guns to schools.

School shooting is a topic of

intense interest in the United States. The days of 'this is a good neighborhood/community/ city' or "it could never happen here" does not exist anymore. A school massacre can happen anywhere in America regardless of race, social or economic status. Schools had traditionally been safe havens. Nevertheless, the last school shooting that took place on Wednesday afternoon, February 14, 2018, at Marjory Stoneman Douglas High in Parkland has changed Floridians's perception of school safety. While a handful of people at the packed legislative hearing shouted about their Second Amendment rights, none of the lawmakers in Washington D.C., including the National Rifle Association (NRA) could provide a reason for a civilian to own an assault-style weapon. Many things can wait, children cannot. To them, we cannot say "tomorrow," the time is now to

Those of us who are parents can only imagine the grief and anger that 17 families in Parkland, Florida, are feeling right now. As part of the crisis response team, I was in Parkland on Thursday providing crisis intervention services at the same place where the vigil was held; can you imagine how difficult this was for me to digest as a mother? With 17 people dead, the Stoneman Douglas shooting would be the deadliest for any high school in the United States, surpassing the 15 victims killed at Columbine High School in Littleton, Colorado, on April 20, 1999. What have lawmakers learned from the Columbine High School massacre and all

PROPRI T VENDRE
PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.

Pour plus d'informations, appelez Bluette Coq au **509.3170.3575**.

the others that have claimed students' lives? Are our children safe in school? What are the National Rifle Association (NRA) and the lawmakers doing to prevent school violence? Many of them missed the chance to make sure the people killed at Sandy Hook Elementary and Columbine High, to name just a few, did not die in vain.

few, did not die in vain.

After the Columbine tragedy there should have been a more concerted effort to show not only a physical police presence on campus, but also metal detector devices in all public schools. Isn't it about time for legislators to put their political differences and personal interest aside and do something about school shooting in the United Sates? As long as it remains easy for malicious people to acquire weapons like those used in Parkland, Las Vegas, Orlando, Colorado or San Bernardino, students will die by the dozens.

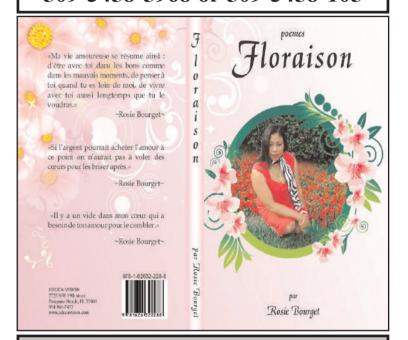
There have been 18 school shootings so far this year, including the latest one in Parkland, Florida. These devastating events are becoming all too common in the world we live in today. It's as easy to obtain a semi-automatic military-style rifle today as it was nearly two years ago when Omar Mateen used one to kill 49 people and wounded 58 others on June 12, 2016 at an Orlando nightclub; it remains legal to buy bump stocks today, just as it was four months ago when Stephen Paddock used one to murder 58 people in Las Vegas.

The thunderous hail of bullets is always followed by the silence of a nation that cannot bring itself to do anything besides offer a litany of thoughts and prayers to the families of the victims. Incompetent and misguided politicians need to stop that nonsense. An AR-15 is not for hunting, it's for killing. Instead of sending prayers all over the place, do something meaningful. Prayer won't bring the deceased back, nor will it fix the problem. But tough gun control laws will prevent these tragedies from happening again. Let's not use what happened at Marjory Stoneman Douglas High School as a reason not to discuss gun violence; but let's discuss the real issue at hand. We must get these assault weapons off our streets

r bourget@yahoo.com MSW (Masters of Social Work) SSW (School Social Worker)

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105



PROCUREZ-VOUS LES ŒUVRES DE ROSIE BOURGET

Tout le monde adore lire la rubrique de Rosie Bourget pour faire le plein de connaissance. L'auteur vous propose ses trois derniers nés, intitulés « *Floraison* », « A Rose in Full Bloom », Istwa Kreyòl ».

Régalez-vous avec son style unique et exceptionnel. Installez-vous... et laissez-vous envahir par une sensation de bien-être et d'humour. Vous avez besoin de vous détendre? Les textes de « Istwa Kreyòl » vous permettent de chasser vous-même vos ennuis, de manière simple et rapide.

En vente à la librairie Mapou.

Pour passer vos commandes, contactez l'auteur au numéro suivant

(954) 445-0344; via courriel rbourget18@gmail.com ou r_bourget@yahoo.com.

DR. KESLER DALMACY

Board Certified & Award Winning Doctor





Cabinet Medical Lundi —Samedi: 11 AM—7 PM

Examen Physique sur écoliers Traitements pour douleurs, Fièvre Immigration Planning familial

Infection

Tumeur Hemie Circoncision Tests de sang et de grossesse Grippe

MÉDECINE CHIRURGIE «
 Prix Abordable
 TEL, 718.434.5345 FAX 718.434.5565

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

NOTE DE PRESSE

LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

faille

forgé

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIÈME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1^{ère} femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » » .

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et



Œuvre Ertha Pascal Trouillot, avocate. patiemment élaborée pour

Présentation parfaite Haut de gamme Reluire soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

être livrée dans sa forme achevée:

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

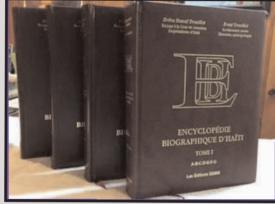
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes, de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti» se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Comme le soutient le préfacier du 3ème tome: « Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d' Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TO-MES I; 2; 3; 4; OFFREZ EN CADEAUX POUR: ANNIVERSAI-RE, FIANÇAILLES, MARIAGE NOUVEL AN, GRADUATION, SOU-VENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHE-QUE PRIVEE, UNIVERSITAIRE. CONCOURS DE TOUT GENRE, PRI-ME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CA-DEAU PRESIDENTIEL, DIPLOMA-TIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler: «EN-CYCLOPEDIE BIOGRAPHIQUE D'-Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE: 347-697-9457

Adresses :a) E - MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, NY 11004 - 0309

(

BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR **SAUVER DES VIES**

La clinique **JACQUES VIAU** du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une AMBULANCE



EQUIPEE et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.

Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médi-

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgen-

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.

Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

Nou p ap bezwen tann lontan pou nou kômanse wè sa m di nou

sou sitwayen konsekan yo, paske se prèske chak jou nou tande

kwè danse tou.

Ki sa priyote vle di? Selon enfòmasyon nou resevwa, janm di, nou te sèlman la por

gouvènman an te mete 2 milyon dola merisken (2 000 000,00 \$) pou finanse sa yo rele Kanaval nasyonal la, sètadi pou madigra nan Pòtoprens diran 3 jou. Yo pa esplike kijan lajan an separe, donk nou pa konnen kilès ki resevwa ki valè epi sou ki baz bagay yo fèt. Kòm prezidan an avèk madanm ni te sou cha Swit Miki a — eskize m, Swit Mimi —, èske se gwoup sa a ki te soti nan loto a e ki te jwenn gwo mago a? Konsa, lòt gwoup yo te soti ak ti miyèt moso ki te tonbe anba tab.

M pa kwè okenn otorite ap bay kras enfòmasyon kijan distribisyon an te fèt. Men kòm pawòl la di, *Passons!* Eske komite ki te anchaj òganize Kanaval nasyonal la te pase lòd kijan pou bagay yo te fèt ? Eske tout bagay te pase jan sa dwa? Selon sa obsèvatè ki te sou plas di, Lapolis pa t aji menm jan ak tout atis ki te nan kòtèj la. Pa egzanp, gen gwoup Don Kato a ke yo te bloke a youn sèten moman. Sè twouve ke se gwoup sa a ki te vin ak kòd e ki t ap chante « Bare vòlè, Mare vòlè!» Nou byen konnen ki vòlè yo t ap pale. Vòlè lajan Petwo-Karibe la. Sa pa t fè otorite yo plezi, sitou younn nan gwo vòlè yo te gen prezidan de la Repiblik avèk Madann La Premyè Dam sou cha pa l la pandan li t ap voye monte ak tout vye pawòl ki t ap sot nan bouch sal li a.

Men sa pa anyen. Lè Kanaval te sanse fini nan mèkredi vè 3 zè nan maten, vrè chèf Kanaval la te di « Tou dwa, nou pral Kafou ! » Epi tout chèf sekirite l yo te di «À vos ordres, Excellence! Sa w di sesa k ap fêt! » Pinga pèsonn vin di m, « O non, bagay konsa pa t

janm di, nou te sèlman la pou n bay sekirite ». Ok! Men nan bay chèf bandi legal la sekirite, nou montre kilès ki vrèmman chèf ann Ayiti. Se pa ni prezidan yo met chita sou fotèy boure nan Palè a, ni chèf Polis yo, kit se direktè depatmantal, kit se te direktè jeneral. Gen lòt chèf siperyè an-wo yo tout. Se Michèl Jozèf Ma-teli (Michel Joseph Martelly) k

gwoup sesi gwoup sela k ap de-poze plent nan Tribinal kont ban-di legal. Jan sa prale a peyi a pral divize ant souflantchou k ap obeyi bandi legal epi sitwayen konsekan k ap kanpe djanm. Asireman, nou wè film sa a deja. Otorite ki te konprann yo byen kanpe avèk fòs represyon yo tou pare te oblije kouri pran avyon anvan pèp la te dechèpiye yo. Se pi piti yo ki toujou ret dèyè pou peye po kase a. M pa bezwen di nou twòp, nou konprann trè byen sa m ap di a. Jan yo di pawòl la, Larivyè avèti pa touye kokobe!



Swit Mimi k ap dehanche l na la ri Potoprens nan Kanaval 2018 la.

ap tire fisèl yo tout.

Se poutet sa nou bat bravo pou sitwayen nan Gonayiv ak Jakmèl ki te di se swa jamè pou okenn otorite bouch sal vin patisipe nan Kanaval lakay yo. E yo te kenbe pawòl yo, menm lè mesye Potoprens yo te koupe lajan yo. Se sa nou rele sitwayen kon-sekan. E plis bagay yo ap man-gonmen se plis nou pral wè lòt sitwayen konsekan leve kanpe. Sa pral fèt menm nan Pòtoprens kote lajan fè chen danse. Sa m ap di la a, lajan fè mounn nou pa ta

Ann tounen sou pawòl **priyo-rite** a. Jan nou wè l la, **priyorite** otorite lakay se depanse pou fè mounn danse, paske lè y ap danse konsa yo bliye si yo te menm grangou. Nan sans sa a, otorite nou yo aji menm jan ak Mari Antwanèt (Marie Antoinette), dènye rèn nan peyi Lafrans, lè yo te vin di 1 : « Pa gen pen pou bay pèp la manje ». Li te reponn : «Enben, ba yo gato! » Li te pase mal, Yo te pase l'a lenfinitif, koupe tèt li ak giyotin. Men poukisa menm mwen vin ak pawòl priyorite a? Pandan y ap banbile nan Pòtoprens, pandan prezidan, madanm ni ak tout akolit li yo ap monte desann al an Frans, al ann grangou. Nan sans sa a, otorite monte desann al an Frans, al ann Itali pou pran benediksyon le Pap, anplwaye anbasad ak konsila aletranje pa touche. (An palan de sa, jiska prezan gouvenman an pa janm di konbyen lajan pèdi-yèm (chak jou) yo bay prezidan ak madanm ni lè yo vwayaje aletranje. Eske se menm jan sa te konn fèt sou Mateli ? Eske se 20 mil dola pou prezidan epi 10 mil pou madanm '

Antouka, bagay yo gravman grav! Mounn ki konnen ka di nou ke gen 2 klas anplwaye nan sèvis aletranje a, sitoù nan anbasad Wachintonn nan avèk konsila yo. Gen anplwaye ministè Afè etranjè, epi gen anplwaye ministè Enteryè. Pa egzanp, se mounn k ap travay pou Enteryè ki responsab seksyon paspò a. Kivedi se yo ki vrèman rantre anpil lajan. Énben, se sant lajan an ase yo pran, men yo pa konn kibò kòb la pase. E sa lakòz anpil twoublay. Anplwaye Enteryè gen 4 mwa yo pa touche. Eske n konprann sa sa vle di pou fè 4 mwa san tou-che, sitou nan peyi etranje? Kijan pou yo manje, peye kay, voye timounn lekòl e menm gen lajan transpò pou y al nan travay? Se nan sitiyasyon konsa anplwaye Leta pran kout ponya e menm foure men yo kote pou yo pa ta

M eseye jwenn gwo chèf Ayi-

ti yo pou m mande de ki prevyen. Enposib pou n pale ak yo. Men n aprann ke ministè Enteryè di se zonbi l ap chase nan sèvis gou-vènman an aletranje. Anverite, sou gouvènman Tèt Kale Swit Mimi an anbasad ak konsila yo te vin tounen depo. Otorite ann Ayiti yo, kit nan Egzekitif, kit nan Palman, te kaze fanmi yo ak zanmi yo nan youn plas nan anbasad osnon nan konsila. Lè gouvènman tranzisyon Joslèm Privè a (Jocelerme Privert) te monte nan mwa fevriye 2016, nouvo chèf yo te voye anplwaye pa yo mete sou sa k te la yo. Pa t menm gen kote pou anplwaye chita. Donk, plizyè pa t janm met pye nan travay, men yo te resevwa chèk yo chak mwa, regilyèman. Sa fè pati sa nou rele **kòripsyon** an.

Donk, otorite Enteryè yo di se nan faz chase zonbi yo ye. Se sa k fè anpil mounn pa touche. Si se sa k ap fèt vre n oblije bat youn ti bravo pou Enteryè. Men otorite Ayiti yo pa ka fè kretyen vivan peye pou zonbi. Selon sa n peye pou zonbi. Selon sa n aprann tout zonbi gen tan degèpi. Enteryè pa ka di li pran tout youn lane pou fè netwayaj. Non, mezanmi, sa se pawòl pou fè timounn dodo. Se depi nan mwa fevriye 2017 ke gouvènman Tèt Kale Nimewo 2 a te pran pouvwa a. Asireman, li pa pran tout tan sa a pou met lòd nan dezòd. Atò sa k pase ak tout laian En-Atò sa k pase ak tout lajan Enteryè ekonomize depi youn lane a ? Eske lajan pou zonbi aletranje yo vin sèvi pou rekonpanse zonbi ann Ayiti, osnon èske lajan yo te konn bay zonbi lòtbò dlo al nan pòch otorite ki di y ap chase zon-bi yo? Se kòm si n ta di zonbi peyi ranplase zonbi aletranje. Se pa posib! Minis Woudof Sent-Alben (Rudolph Saint-Albin, n ap ba w youn ti konsèy. Ou gen 2 semèn pou w fè lè nesesè pou w sove lonnè anplwaye ministè a aletranje. E sove lonnè peyi a tou, paske se pa anplwaye yo sèlman y ap pale mal, se non Ayiti menm y ap trennen nan labou. Pa bay prezidan bouch sal nan gwo peyi rezon lè l di Ayiti se youn twou

N ap fè youn ti pale tou avèk ministè Afè etranjè a. Ki rezon minis Antonyo Wodrig (Antonio Rodrigue) ka bay pou anplwaye ki gen 2 mwa yo pa touche? Selon sa n konnen, minis Wodrig se mounn serye. Dayè, se li menm ki te denononse sitiyasyon li te jwenn nan anbasad ak konsila yo ki te chaje mounn ki pa t ap fè anyen. Okontrè, nan mwa me lane dènyè, anviwon 2 mwa apre li te pran kontwòl ministè Âfè etranjè a, li te di peyi a gen 49

misyon diplomatik aletranje avèk plis pase mil (1 000) anplwaye ki koute Leta 4 milyon 295 mil dola (4 295 000,00 \$) chak mwa. Nan mwa daou, lè minis la te parèt devan Komisyon Afè etranjè Sena a, li te di anviwon 300 a 350 anplwaye t ap ase pou fè travay la. Li te menm di ke 10 zan de sa, se sèlman 250 anplwaye Afè etraniè te genyen aletranje.

Nan mwa novanm lane pase a, minis Wodrig te bay jounal *Le Nouvelliste* youn entèvyou ki te parèt le 10 novanm, kote l te di te gen ant 400 e 500 anplwaye kontraktyèl, kivedi ki pa diplomat, ki te pou revoke ou ranvwaye. Sanble travay degrese a te pran plis tan pase sa l te espere. Kanmenm, minis la, ki te pase plizyè lane nan diplomasi a aletranje, konnen sa sa vle di lè anplwaye pa touche. Yo pa gen monnonk osnon matant pou lonje men ba yo. Yo pa gen pye mango osnon zaboka nan lakou kote yo k ab keyi youn fri pou pase grangou yo. Li lè li tan pou degrese a te fini, epi pou mounn ki la yo touche alè. Si ministè a kontinye aji konsa ak diplomat aletranje yo, sa vle di yo pa youn **priyori- te.** Tandiske se anplwaye sa yo ki reprezante peyi a nan peyi kote yo ye a. Jan youn gouvènman trete diplomat li aletranje sifi pou esplike ak ki klas gouvènman n ap boule. Se gouvènman kòrip-syon, dwèt long siperyè.

Sa nou di pou diplomasi aletranje a nou ta ka di se menm bagay pou pwofesè lekòl avèk anplwaye lopital Leta yo. Se yo menm ki konn pase plizyè mwa san touche. Men kom yo ann Ayiti, souvan gen youn fanmi, osnon youn zanmi pou prete yo youn ti kòb ou menm fè yo youn ti kado pou yo ka pran souf jouk otorite yo sonje yo. Mezanmi, bagay yo pa ka kontinye konsa. Eske danse, banbile, pati aletranje ak gwo delegasyon zanmi ou lafanmi, èske se sa ki **priyorite** gouvènman prezidan Jovnèl Moyiz ki di li se **chanpyon kont**

Moyiz ki di li se chanpyon kont kòripsyon?

Li lè li tan pou otorite lakay yo sispann pale e pase a laksyon.

Li lè li tan pou yo sispann depanse lajan peyi a pou zanmi ak fanmi yo! Paske lemonn antye ap gade nou, yo wè kisa ki priyorite nou. Epi n ap plenyen lè entènasyonal la ap sentre bas nou, yo pa vle debouse jan sa te konn fèt oparavan. Sè ke yo okouran kijan nou depanse lajan okouran kijan nou depanse lajan ki rantre nan men nou, yo wè priyorite n.

Grenn Pwonmennen



AVIS IMPORTANT

Pye Kout Pran Douvan Ou menm ki ta renmen al viv nan peyi Kanada pou pwoblem Imigrasyon Meriken, kontakte nou jodia Tout enfomasyon konfidansyel Rele nou nan nimewo sa yo: 718, 864,6862 oubyen 646, 981,8392



Take Out & Catering We serve

delightful array of dishes for Breakfast, Lunch and **Dinner**

Located Next to MERRICK LAUNDROMAT

233-06 Merrick Blvd. (between 233rd St. & 234th St.) Phone: **718-341-8566**

LA VERSION 2018 DU CARNAVAL Michel Martelly fait dans la provocation, une bagarre entre policiers évitée

Suite de la page 2

À ce moment, Sweet Mickey descendit du char qu'il fit abandonner dans la rue avant de s'éloigner des lieux.

D'aucuns se demandent ce qui aurait pu arriver si les policiers de la DDO avaient pris la décision d'arrêter à tout prix l'avance du char de Sweet a démontré à tout le monde qu'il prend partie pour Martelly dans la controverse qui l'oppose à la société autour des propos orduriers qu'il débite en public, lors de ses prestations en salle de spectacle. Comme dit le proverbe, qui se ressemble s'assemble. Faut-il alors conclure que le président Moïse se sent bien



Jovenel Möise avec Martelly affublant l'uniforme qui consiste en chemise blanche au Carnaval de Port-au-Prince.

Mickey, au risque même de déclencher un affrontement avec leurs frères d'arme du Palais national.

De toute évidence, le rixe qui aurait pu avoir lieu a été écarté grâce à la décision de sagesse prise, dans un premier temps, par le commandant des policiers de la DDO; et dans un second, par le directeur général arrivé en trombe sur les lieux et s'adressant calmement à l'ex-président.

À bien considérer, Martelly s'est cru autorisé à afficher un tel comportement, car ayant une forte emprise sur Jovenel Moïse. Ce dernier avait docilement participé au Carnaval en optant pour s'embarquer à bord du char de Sweet Mickey. Par ce geste il

dans sa peau en compagnie de son prédécesseur ?

D'aucuns s'interrogent également sur le comportement de Martelly au Carnaval 2018, dans la foulée des prises de position contre lui par des leaders des villes qui l'ont pratiquement éjecté de leurs défilés, à cause de ses propos grivois et ses gestes indécents en public. Et pour cause! Au lieu de profiter de cette occasion pour faire amende honorable, Sweet Mickey s'est montré encore plus choquant.

Tout laisse croire que Martelly a une raison qui le porte à afficher un tel attitude. On finira par le savoir, car comme le dit si bien notre vernaculaire `: « Lè ti poul twò cho, malfini ki dèyè l ».





Michel Martelly avec ses fans au Carnaval 2018, à Port-au-Prince.











PUBLIC CHARTER SCHOOLS, GRATIS,
 ENSKRIPSYON AP FÈT KOUNYE A

Pwofesè nou yo fòme pou travay ak ede elèv ke lang natif natal yo pa Anglè. Sèvis tradiksyon disponib egalman pou tout paran ki fè demann lan.

Nou ofri pwogram edikasyon espesyal ak sèvis yo nan bilding lekòl la oswa nan yon lokal Komite Edikasyon Espesyal la detèmine nan distri a.

● ● ● APLIKE JODI A!

BROOKLYN DREAMS CHARTER SCHOOL

259 Parkville Avenue Brooklyn, NY 11230

(718) 859-8400 BrooklynDreamsCharterSchool.org

BROOKLYN EXCELSIOR CHARTER SCHOOL 856 Quincy Street

Brooklyn, NY 11221

(718) 246-5681 BrooklynExcelsiorCharterSchool.org

BROOKLYN SCHOLARS CHARTER SCHOOL

2635 Linden Boulevard Brooklyn, NY 11208

(718) 348 9360 BrooklynScholarsCharterSchool.org

ENSKRIPSYON AP FINI 1^{ye} AVRIL 2018

Queens Village Primary Medical Care

Doctor on the go!



We have brought back the good old days of the old-fashioned doctor house call, but with the latest in medical technology. We provide high quality expert health care to you in the comfort of your own home. You will receive the personal and compassionate attention that you deserve without the inconvenience, lengthy waits, expense of travelling, and exposure to other sick patients, all associated with doctors offices.

Providing high quality, comprehensive and compassionate care for over 30 years



We affer the fallowing comprehensive services:

- Annual medical Exams
- EK
- Urine analysis
- PPD screening
- Vaccinations
- Vitamin B12 shots
- Screening for Diabetes
- Screening for Asthma
- Screening for Chalesteral
- Screening for sickle cell
- Screening and Treatment for Dementia
- Screening and testing for vascular disease and

nerve pain
And many other Dx test and
referrals

DOCTOR ON THE GO
To schedule a home visit
Call us at 347-952-4417

Or visit us at www.doctoronthego.com

Queens Village Primary medical Care

92-04 Springfield Blvd Queens Village, NY

Phone: 718-465-3040 Fax:718-464-9063 Email: info@queensvillagemedicalcare.com

Aryel Nicoleau, MD, FACP, FAC American Board of Internal Medicin Certification in Geriatrics



Gen 4 milyon rezon pou w enskri. **Kisa rezon pa w ye?**

Enskri pou pi ta nan dat 15 desanm pou kouvèti a ka kòmanse nan dat 1mye janvye 2018

www.nystateofhealth.ny.gov | 1-855-355-5777



LES LIVRES

L'œuvre législative du gouvernement de transition d'Haïti (2004-2006)

Tel est le titre du tome de 656 pa-ges que l'ancien Premier ministre Gérard Latortue, encollaboration avec des anciens ministres du gouvernement de tran-sition, a livré au public. Nous le recommandons chaudement ā tous ceux qui s'intéressent ā la nouvelle Haïti régie par des lois visant le bien-être de la population bénéficiant de la bonne gouvernance et tournant le dos ā la corruption qui gangrène tout

pencher sur l'élaboration des lois. Assurément, nos parlementaires trouveront dans ce livre matières ā réflexion. C'est aussi le moment de souligner que les parlementaires ne sont pas nécessairement des agents de développement, mais des artisans de lois pour régir une nation.

Dès le premier chapitre, M. Latortue laisse percer sa grande préoccupation : « Ce qui était évident en 2004, l'est encore en

L'OEUVRE LEGISLATIVE **DU GOUVERNEMENT** DE TRANSITION D'HAITI GERARD LATORTUE **Ancien Premier Ministre**

La couverture du Livre

gouvernemental. l'appareil Pour USD cinquante dollars, c'est une aubaine. En guise d'introduction, nous vous présentons l'avant-propos que voici :

Avant propos L'ex-Premier ministre Gérard Latortue a fait école pour avoir été le premier à écrire le « *Livre Blanc* » de son administration dans lequel les différents ministères faisaient le bilan du travail réalisé sous leur gestion. Une façon de préparer la voie aux autres appelés ā continuer la tâche. En présentant « L'œuvre Législative du Gouvernement de transition (2004-2006) », adressé au grand public, il ne fait que récidi-

Ce livre est comme un ma-nuel d'un État de droit. Considérant qu'il n'existait pas de Parlement durant la période intérimaire pour s'occuper de légiférer pour la nation, le gouvernement intérimaire, tout en s'occupant d'administration, jeta aussi les bases législatives pour une réforme en profondeur de l'État. En ce sens, nous saluons la 50^e Législature qui renoue avec la pratique de se

2017 et le sera en 2020, și on ne s'attelle pas ā refonder l'Etat haï-tien sur de nouvelles bases ». Ainsi, au début de son administration, il a mis l'accent sur la décent ralis l'accent sur la décent sur la décent ralis ation. « L'administration publique », écrit-il, « était restée trop longtemps tributaire de régimes politiques centralisateurs, coupés des réalités sociales du pays et distante des cites par te des citoyens ».

Ne se croyant pas le seul novateur, M. Latortue salue les pionniers qu'étaient les artisans de la Constitution de 1987 qui avaient proposé « un projet de modernisation de l'Etat et de son administration ainsi qu'un projet de restructuration de la société haïtienne en vue de sa démocratisation ». Il s'associe ā cette vision en disant que sa « grande ambition . . . était de restructurer les différentes instances administratives et définir leur rôle de manière ā les mettre en situation de mieux servir l'ensemble de la population sur toute l'étendue du territoire national ». Tout ceci requiert « un grand consensus embrassant tous les secteurs non seulement les représentants de la classe politique ». Un vrai visionnaire avec les pieds sur

Au second chapitre, M. André Lemercier, ancien ministre de l'Économie et des Finances, avance qu'« il a fallu . . . attendre l'intervalle 2004-2006 pour que puisse être produit le cadre légal des réformes dont avait besoin le pays. Cet arsenal législatif couvre tout aussi bien la gouvernance tout aussi bien la gouvernance économique et financière que la lutte contre la corruption ». Ces réformes, écrit-il, visaient « le renforcement des entités publi-ques de collecte des prélèvements fiscaux et le renforcement des organes d'élaboration et de contrôle des dépenses publi-

En ces temps où la question de budget fait la une, il faut méditer sur ces paroles du grand argentier du gouvernement : « Une saine élaboration du budget . . . en vue d'améliorer le bien-être de la population ». Telle était sa pré-occupation et les budgets rectificatifs qu'il a cités en disent long. Revenant sur le sujet de corrup-tion, M. Lemercier rappelle que c'est l'administration intérimaire qui avait institué, en 2004, « L'Unité de lutte contre la corruption », pour se colleter ā ce fléau qui gangrène tout le système gouvernemental haïtien.

Il affirme que les décrets, lois, conventions et traités visaient le renforcement « de notre corps social, et ce, dans un seul objectif : mettre notre pays sur la voie du progrès ». Il souligne qu'il faut davantage pour y arriver. Il faut « l'éducation et la rééducation de notre peuple pour en faire des citoyens responsables, formés et



Le rectro du Livre

informés, engagés ā tous les niveaux comme acteurs en vue de la naissance de cette nouvelle Haïti qui nous gardera autant que possible à l'intérieur de nos frontières ». Qui dit mieux!

Entre parenthèses, je vou-drais souligner que le Premier ministre Latortue a prêché d'exemple en ce qui concerne la corruption. Lors de sa première visite ā Washington en 2004, il m'avait confié son grand étonnement en disant, « Imagine, Ray, le comptable m'a demandé combien me fallait-il pour le per diem ». A sa réponse sur le barè-

me établi, le comptable lui dit, « C'est ainsi que les choses se font. On vous donne ce que vous demandez ». M. Latortue était tombé des nues. Alors, avec l'aide de feu le ministre Henri Bazin, de de feu le ministre Henri Bazin, m'a -t-il dit, il avait statué sur la question : mille cent dollars U.S. (\$1 100,00) de per diem pour le Premier ministre et mille cinq cents (\$1 500,00) pour le prési-dent de la République. Apparem-ment, une fois terminée la période de transition on était revenu aux de transition, on était revenu aux mauvaises habitudes. C'est si vrai mauvaises nabitudes. C est si vrai que sous la présidence de Michel Joseph Martelly, il s'octroyait vingt mille dollars (\$20 000,00) de per diem pour lui et dix mille (\$10 000,00 pour son épouse et son Premier ministre. Il faut ajouters pussi que cour le genyagne. ter aussi que sous le gouverne-ment intérimaire avaient été éliminés les « **comptes spéciaux** » de la présidence, de la primature et des ministères. Seulement trois comptes spéciaux audités demeuraient pour la présidence, la pri-mature et le ministère de l'Économie et des Finances.

Au chapitre III, l'ambassa-deur Duly Brutus traite de la diplomatie exercée sous le gouvernement intérimaire. Il écrit : « Au départ du président Aristide le 29 février 2004, Haiti était dans un contexte international pour le moins délicat ». Les gouvernements de l'Amérique du Nord et la majorité de ceux de l'Amé-rique du Sud reconnaissaient la

Suite en page 13

PRE-K POU **TOUT TIMOUN**

Timoun ki nan bon kalite pre-K gratis tout jounen aprann rezoud pwoblèm, poze kesyon ak travay nan kolaborasyon.

nyc.gov/prek

Fanmi Vil Nouyök ki gen timoun ki fét an 2014 ka aplike pou bon kalite pre-K gratis, tout jounen pou ane lekôl 2018-19 la. Rele 311 | Voye you mesaj tèks ak mo "prek" nan 877-877

Business many atomatik datamentan Martinan II VIDOS. On pa banyan saktuanyan Yaka iban paya biby sakifi O da dita.



T&I 2T392 (Hattari Crenti)





Journal 21 - 28 fevrier 2018:HO 2/20/18 2:57 AM Page 10

ÉDITORIAL

Inacceptable: Michel Martelly se croit au-dessus des lois

genre en Haïti, celle dont on parle peu ou pas du tout. L'administration Moïse-Lafontant se trouve pris en otage par l'ex-président Michel Martelly. Depuis la prestation de serment de Jovenel Moïse, cette tendance s'est manifestée dans le choix du personnel à tous les niveaux de la présente administration. Mais cette ingérence indécente et anticonstitutionnelle s'est révélée dans toute sa laideur et sa brutalité le dernier jour de l'édition 2018 du Carnaval. Cet ex-président de la République n'a hésité une seule seconde à dresser une unité de la Police nationale contre une autre. N'était-ce un réflexe de sagesse de la part des dirigeants de l'institution, on ne sait quelle échauffourée aurait été provoquée.

En effet, presqu'à l'aube, mercredi matin, exactement vers 5 heures, le char de Sweet Micky (Joseph Martelly), suivi des fans de ce dernier, est arrivé devant la Télévision nationale haïtienne (TNH), sur la route de Delmas. Là, l'ex-président demanda au personnel de la TNH d'annoncer qu'il mettait le cap sur Carrefour. Cela laissait entendre que l'ex-chef d'État n'allait pas obéir au mot d'ordre selon lequel le Carnaval 2018 était à sa fin depuis 3 heures a.m. Aussi son char menait-il sans désemparer le carnaval personnel de Martelly vers le sud de la capitale, à la grande satisfaction des festivaliers qui ne demandaient qu'à voir se pro-longer la fête. Voilà leur vœu concré-tisé grâce à la décision de l'ancien président du pays de passer outre au

protocole établi par les autorités.

Apprenant que M. Martelly venait d'avertir par voie de presse que lui et sa bande seraient bientôt à Carrefour, le directeur général de la Police, avant d'aller se coucher, a vite pris les dispositions pour empêcher que s'installe le désordre au moment où doivent cesser les activités carnavalesques. Mais le convoi de Sweet Micky ne tardait pas à arriver devant les barricades de la PNH érigées précisément par des membres de la Direction départementale de l'Ouest (DDO) en vue d'empêcher qu'aucun des groupes de participants au défilé ne continue illégalement la fête. Mais, sans autre forme de procès, le char de Michel Martelly, dont la sécurité était assurée par des policiers de l'Unité de sécurité générale du Palais national (USGPN), a tout bonnement bousculé la barricade policière mise en place par les membres de la DDO donnant carrément à la foule l'accès à la voie qui mène à Carrefour.

Pris de cours par l'effronterie de l'ex-président, et qui n'a pas manqué d'étonner les policiers préposés à la sécurité du défilé, le commandant de ceux-ci appelèrent en catastrophe le directeur général qui arriva immédiatement sur les lieux. Faignant, dans un premier temps, d'ignorer l'avis de Michel-Ange Gédéon indiquant que heures du matin, l'ancien président a fini par entendre raison lorsqu'il a appris que l'ordre de rompre les rangs était venu d'autorités supérieures.

À la lumière de ce grave incident, on ne peut oublier le cheminement de Martelly, d'abord en tant que musicien; ensuite comme chef d'État. Durant la période électorale, on avait beau dénoncer les travers du candidat Joseph Michel Martelly, énumérant ses grossièretés de langage et ses gestes inconvenants, en sus de ses raisonnements vides de sens ou franchement offensants, dans l'espoir de convaincre les électeurs de son incapacité à diriger le pays. Mais cela n'avait nullement empêché qu'il obtienne les clés du Palais national. Ceux qui s'imaginaient que tout citoyen qui se respecte serait vite devenu un polisson amendé, une fois qu'il accède à cette honorable fonction, se sont très vite détrompés. Le chanteur du compas bombardé président de la République est resté égal au personnage grossier et à l'amuseur de mauvais goût qu'il a toujours

M. Martelly est le pire chef d'Etat élu, ou arrivé au pouvoir par consensus, que le pays a eu, depuis la chute de la dynastie des Duvalier. Non seu-lement il a foulé aux pieds les lois et la Constitution, il a affiché une attitude franchement grossière à l'égard des journalistes qui ont voulu le rappeler à l'ordre par rapport à ses res-ponsabilités. On n'oubliera pas ses esclandres à la journaliste vedette de Radio Kiskeya, Lilianne Pierre-Paul, et à d'autres ouvriers de la presse qui ont critiqué ses dérives. De même que les propos indignes d'un gentleman qu'il à tenus à des femmes jus-tement offusquées par ses paroles qu'elles jugeaient, offensantes. En tout cas, chef de l'État usant le langage des bas-fonds ou musicien ordurier, les deux personnages se valent idéalement.

Certes, les prédécesseurs de Martelly se sont attirés des critiques légitimes, mais aucun d'eux n'a roulé dans le ruisseau comme lui. De même, ils n'ont pas violé les lois et la Constitution du pays avec tant d'ef-fronterie, ni affiché l'indécence comportementale insolemment.

Au pouvoir, le président-musicien agit comme s'il est au-dessus des lois. Son quinquennat est rempli de décisions prises en marge de cellesci. Par exemple, on peut citer l'élargissement de ses amis emprisonnés pour des infractions graves par des juges d'instruction qu'il a nommés précisément à cette fin. On peut citer également le cas du juge Jean Serge Joseph qui trouva la mort dans des circonstances jamais élucidées. Car ce dernier tenait à interroger l'épouse et le fils aîné du président dans le cadre d'un procès intenté par un citoyen les ayant accusés de « détournements de fonds publics ». Aussi bien celui de Woodly Éhéard, « kidnapping, assassinat, trafic de drogue et blanchiment d'argent », le prévenu fut libéré par le juge instructeur Lamarre Bélizaire nommé à ce poste par le président Martelly en vue de blanchir son ami.

Sans l'ombre d'un doute, les institutions du pays, particulièrement la justice, étaient prises en otage par l'ex-président. L'événement du mercredi 14 février prouve que la présidence de Jovenel Moïse est sous le contrôle de l'ex-président Martelly. Pour avoir opposé des policiers de l'USGPN contre ceux de la DDO, afin d'imposer sa volonté sur la manière dont devait se dérouler le Carnaval 2018, Sweet Micky a mis en péril la sécurité du pays en même temps qu'il a risqué de provoquer des affrontements aux conséquences incalculables entre deux unités différentes de la Police nationale.

Même dans l'Haïti sous la férule de Tèt Kale, pareil incident ne doit pas rester impuni. Les dirigeants du pays ont l'obligation de faire respecter la loi. En se montrant tolérant d'un tel désordre, Jovenel Moïse ou-

existe une crise d'un autre le Carnaval 2018 a pris fin depuis 3 dit Sonson Lafamilia. Incarcéré pour vre la voie à une répétition d'autres incidents qui pourraient se révéler encore plus graves que celui du 14 février. Autrement dit, le citoyen qui est constitutionnellement responsable des destinés de la nation ne sait quelle forme prendra le prochain accès de colère de Sweet Micky.

On se souvient d'heureuse mémoire comment Jean-Bertrand Aristide, de sa résidence ā Tabarre dénomméee « Palais rose », avait mis son successeur au Palais national, René Préval, sous coupe réglée; et une vague d'assassinats politiques s'est perpétrée, dont celui du fameux journaliste Jean Léopold Dominique, qui était devenu très critique envers Aristide. Le président Préval n'avait pas pu réagir même quand sa sœur a été attaquée en plein jour, causant la mort de son chauffeur alors qu'elle essuyait de graves blessures pour lesquelles elle devait se faire soigner ā Cuba. Avec un personnage instable comme Michel Martelly, il y a tout lieu de craindre que la prise en otage de l'administration Moïse-Lafontant n'entraîne d'autres incidents encore plus regrettables.



Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, NY 11435-6235 Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïtl

Holffi-Observateur 98, /wenue John Brown, 3ème élage Part au prince, Haiti-Tét (507) 223-0782 ou (509) 223-0785

CANADA

Haiffi-Observateur Gerard Louis Jacques 514 321 6434 12 Halfi OB Canada 12213 Joseph Cassavanii Mortreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris, uniferesse don s'adresser a Jiean Claude Valbrun 13 K Avenue Foldherbe, 8t Rt Aprt. 44. 93310 Le Pré ST. Gervais France Tel. (33-1) 43-63-28-10

ETAT-UNIS

Il ère alasse

48.00 \$ US, pour six [6] mois

190.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

<u></u> 553.00 FF. pour six (6) mois ___ 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère ciasse

| | \$73.00 US, pour six (6) mois ☐ \$150.00 US, pour un (1) on.

EUROPE

__ 73 EUROS. pour six (6) mois 125 EUROS, pour un (1) an. Par chéque ou mandat postal en france franceis.

Name/Nom		
Company/Compagnie		_
Address/Adresse		_
Cily/ville	Slale/Élal	
Zip Code/Code Régional	Country/Pays	_
lous les abonnements sont payables	d'avance par chèque ou mandat banca	ine

EDITORIAL.

It's unacceptable for Michel Martelly to put himself above the law

crisis in Haiti, one of which very little is said, if at all. The Moïse-Lafontant administration is taken hostage by former President Michel Martelly. Since Jovenel Moïse's swearing in, this trend has manifested itself in the selection of his staff at all levels of government. But it was on the last day of the 2018 National Carnival that one experienced the ugliness and brutality of the situation. Indeed, the interference was revealed indecently and unconstitutionally. The former president didn't hesitate a second in pitting one unit of the National Police against another. Were it not for the wise reflex of the leaders of the institution, the worst would have happened.

It was almost dawn Wednesday morning, exactly around 5:00 am, when Sweet Micky's float, followed by thousands of his fans, arrived in front of the Haitian National Television (TNH,) on Delmas Road. Whereupon, Michel Martelly, the former president, ordered the TNH staff to announce that he was heading to Carrefour, a suburb on the southern outskirts of the capital. This meant that the former Head of State wouldn't obey the order that the 2018 National Carnival had come to an end at 3:00 am, as previously announced. So, the float of Martelly's personal carnival headed south, to the great satisfaction of the festivalgoers, who only wanted the party to go on. Their wish was met, thanks to the decision of the country's former First Citizen who decided to override the protocol established by the authorities.

When the General Director of Haiti's National Police (PNH) heard through press reports about Martelly's decision to head to Carrefour with his crowd, he acted quickly. Before he went to bed, he made arrangements to prevent any con-frontation to take place after all car-nival activities should have stopped. But soon, Sweet Micky's convoy arrived in front of the barricades erected by members of the PNH's Departmental Directorate of the West (French acronym DDO) to prevent any illegal celebration past the cut off time. With no concern for what could have happened, Michel Martelly's float, whose security was ensured by the PNH unit attached to the National Palace, jostled the Police barricade set up by members of the DDO. The crowd rushed forward and headed to Carrefour.

Taken aback by the effrontery of the former president, the Police officers in charge of parade security urgently called Michel-Ange Gédéon, the PNH General Director, who arrived immediately on the scene. Undeterred, at first, Michel Martelly pretended to ignore the warning of Mr. Gédéon, who indicated that the 2018 Carnival had ended since 3:00

here is a different kind of crisis in Haiti, one of which very little is said, if at all. The Moïse
am. Coming to his senses, Martelly finally understood that the order had come from higher authorities, and broke ranks. It was already 9:00 am.

This serious incident, which could have turned into a tragedy, brings to mind the evolution of Martelly, first as a musician, then as Head of State. During the electoral period that would bring him to power, the flaws of candidate Michel Joseph Martelly were widely denounced. Emphasis was put on his profanities and improper gestures, as well as on his faulty reasoning and outright offensive attitude. All to convince voters that he was unfit to run the country. But that didn't stop him from getting the keys to the National Palace. By then most people thought he would amend his ways as the First Citizen of the nation. It didn't take long for all to lose their illusion. The vaudeville singer catapulted president of the Republic remained equal to himself by being the rude and crude entertainer he's always been.
Since the fall of the Duvalier

dynasty. Martelly has been the worst Head of State elected or who came to power by consensus. He trampled on the laws and the Constitution and displayed a crude attitude towards journalists who attempted to remind him of his responsibilities. There's no way forgetting his foul language when mentioning Liliane Pierre-Paul, the star reporter of Radio Kiskeya, and other press individuals who criticized his excesses. Making remarks unbecoming to a gentleman, he has insulted and offended many women. It's no exaggeration to say that the gutter and filthy language used by the former Head of State shows him for what he is — a deprayed human being.

Although the predecessors of

Martelly drew criticism for some of their actions, none had wallowed in the gutter like him. Also, they haven't violated the laws and the Constitution of the country with so much effrontery, nor displayed insolent behavioral indecency like him.

While in power, the presidentmusician acted as being above the law. His five-year term is rife with decisions flaunting common sense and the laws of the land. For example, he ordered that his friends imprisoned for serious offenses be freed by investigative judges appointed precisely for that purpose. His pressure and whatnot on Judge Jean Serge Joseph caused his death under circumstances that have yet to be clarified. For the judge wanted to question President Martelly's wife and his eldest son in the context of a lawsuit by a citizen who accused them of "embezzling public funds." There was also the case of Woodly Éhéard, nicknamed Sonson Lafamília, who was incarcerated for "kid-napping, murder, drug trafficking and money laundering." Martelly ap-pointed investigating Judge Lamarre Bélizaire to clear his friend of all suspicion.

Undoubtedly, the country's institutions, especially the justice system, were held hostage by Martelly. What happened last Wednesday, February 14th, proves that President Jovenel Moïse is under the control of former President Martelly. He went as far as using National Police officers attached to the Palace who were providing him security to oppose those of the DDO unit securing the parade. He was imposing his will on the way the 2018 Carnival should unfold. In the process, Sweet Micky put the country's security at risk. Only the wise decision of the National Police chief saved the day by preventing clashes with unforeseen consequences between two different units of the National Police.

This had never happened before. Not even during the presidency of the first "Bald Headed" administration. Such an incident shouldn't go unpunished. The current leaders of the country have an obligation to uphold the law. By tolerating Martelly's behavior, President Jovenel Moïse

opens the way to a repetition of similar incidents, some of which may be more serious than that of February 14th. In other words, President Moïse, who is constitutionally responsible for the destiny of the nation, has no idea of what form Sweet Micky's next tantrum will take.

It's worth mentioning that from his so-called pink presidential palace in Tabarre, President Jean-Bertrand Aristide had kept his successor at the National Palace, René Préval, under his control. The latter couldn't react to a wave of assassinations that took place under his watch. Even his sister miraculously escaped a broad daylight attempt that resulted in the death of her chauffeur and injury to herself that required hospitalization in Cuba. Also, how can we forget the spectacular assassination of famed journalist Jean Léopold Dominique who had turned critical of Aristide! With an unstable character like Michel Martelly, it's to be feared that the hijacking of the Moïse-Lafontant administration could foster more regrettable incidents.



Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, NY 11435-6235 Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur 98, Avenue John Brown, 3ème étage Port-au-prince, Haïti Tél. (509) 223-0782 ou (509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur Gerard Louis Jacques 514 321-6434 12 Haiti OB Canada 12213 Joseph Cassavant Motreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à: Jean-Claude Valbrun 13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44 93310 Le Pré ST. Gervais France Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1 ère classe 48.00 \$ US, pour six (6) mois 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère classe \$73.00 US, pour six (6) mois \$160.00 US, pour un (1) an

EUROPE

73 EUROS, pour six (6) mois
 125 EUROS, pour un (1) an
 Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom

Company/Compagnie

Address/Adresse

City/ville State/État

Zip Code/Code Régional Country/Pays

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

SUR LA ROUTE DU CINÉMA La guerre des émeraudes Un film politique en cours

Par Dan Albertini

Quand se referme la coquille, ce qu'elle renferme peut devenir corrosif, même pour la coque. En politique tribale, chaque homme



Dan Albertini

est un gouvernement, chaque gouvernement est une république, chaque république est un État, chaque État fait sa loi. Se referme sur lui-même, hélas, s'empoisonne. C'est un poison mortel. C'est là la guerre des émeraudes qui s'étalent dans un rêve de Juge Lafleur qui devient Judge Lafleur sur le littoral de l'exil. L'angélus.

L'angélus a sonné, trois fois trois avant le carillon, personne en outre ne sait si on est le matin, celui du midi, ou les sept heures de soir, tant la brume nous empêche. Jean-François Millet ne saura luimême le dire dans ce monde sans glaneuses. Un monde où, auparavant, il avait forgé le « mythe d'une France éternelle » par le creuset d'un « passé paysan ». Jean a su décliner de son maniériste à part s'il ne peint plus, un

homme, entre temps, croupit en prison. Il risque de mourir de manque de soin par son état critique. Jean-René ne sait récupérer cet art avec son esthétique de la cruauté dite Ecole de la beauté. Car il n'est plus. Ce sera une mort politique misérable sans artiste, donc sans atrocité. Le commissaire du gouvernement est au courant, mais il a les mains liées, affirme Judge Lafleur. Car, diton, Lalo, un autre bas-complice de cet État, a ainsi décidé de son sort. La mort est au bout du couloir, un émeraude est exfiltré, et doit disparaître. La pièce est en danger tandis qu'on la croit mettre en danger. Le mal ronge.

Judge Lafleur : « Quand la loi n'est plus la loi par les écarts asymétriques de politiciens, on évoque ici deux standards où le moindre écart est identifié et sanctionné par la loi de la con-nectivité ». Le commissaire Claméo a déjà séjourné à Salk-Cité, il y est pour recevoir d'autres distinctions. Le drame, c'est qu'il est dans la coquille qui se referme, il a des dettes et ce pays a déjà connu : « *procès des timbres*», « massacre de Raboteau », «cap'taine Castera Cénéfils », «Jean-do assassiné », « évasion du jal Avril », et la liste est longue pour remonter à Pont-Rouge. C'est de là la paranoïa de chaque président, de chaque république, de chaque gouvernement. C'est ici la guerre des émeraudes, de l'émeraude est de la coquille.

Judge Lafleur avait dans le temps émis l'ordonnance de l'incarcération d'officiers reconnus coupables, il sait donc mener l'enquête et instruire l'instruction. Il avait de ce fait connu et formé certains de la relève avec une option : la pincée d'espoir contre chimères, car l'exil est une option contre la mort. Éloigné depuis, il ignorait alors qui de cet état était le chef. *Diaspo*.

Diaspo est ce journaliste longtemps connu, mais tant méconnu de l'affaire Code-12H71 dont l'ombre pénètre *subito pres*-

to là où l'onde est prise de vitesse. Il est en fait celui qui a sonné l'angélus, car la pratique remonte des vacances de son enfance le curé du Christ-Roi, l'oncle Roger, en l'occurrence. Il l'a fait autrefois dans le cas de l'ancien vicaire du bas-du-marché qui se croyait prophète de la bouche des autres. Il a découvert la vie antérieure de Moye.

Moye est-il celui qu'il prétend être ou craint-il de laisser son entourage immédiat le découvrir, de là des secrets devenus secret d'État? Que cela peut-il cacher encore qu'on ne sache d'une république où l'on porte le nom de son emploi, c'est-à-dire maître de deux dames, mètdam.

Le commissaire Claméo, devenu *commissaire Silencieux*, ne répond plus de cette saga qui risque de se traduire en guérilla politique sous diversion fédérale contre le « *Lone Wolf* » de la corruption en république, des pieux à abattre. Par ce même édit plus tard, des émeraudes.

La conscience a livré son verdict : « relâchez l'émeraude », les faits aussi.

Merci d'y croire!

Dreamers in limbo: Will procrastination let them die?

By Jim Uttley

The last two weeks have not been good for Dreamers. In fact, progress on new legislation for Dreamers has stalled in the U.S. Senate and hasn't even gotten off the ground in the House of Representatives. Unfortunately, our government is too easily distracted.

Then there were a couple major distractions — the Russia investigations and the tragic mass killing at the high school in

Parkland, Florida. We grieve for those who lost so much in that most senseless evil act. And it is time for everyone from the local level up to the White House to come up with ways to deal with the wanton use of firearms in this country. Maybe this time, our young people will take up the fight against dangerous weapons used against innocent people.

When we talk about Drea-

mers, we're referring to the DREAM Act which stands for Development, Relief, and Edu-

cation for Alien Minors. It's is an American legislative proposal which applies to those people who were brought as children to the United States by their parents, most of whom came as illegal immigrants. It's a multi-phase process for qualifying alien minors in the United States that would first grant conditional residency and, upon meeting further qualifications, would grant them permanent residency and perhaps eventual citizenship. This Act will be null and dead in March.

People who refer to the Dreamers may be thinking about Haitian immigrants. This may be due to the fact that President Trump, when speaking about immigration and the Dreamers, mentioned Haiti and El Salvador in vulgar terms. Because he mentioned Haiti in connection with immigration, some people may think that a large percentage of Dreamers may in fact be children of Haitian immigrants. The fact is they are not.

Haiti is not on the list of the top 15 countries where Dreamers came from. The top nations are: 1) Mexico; 2) El Salvador; 3)Honduras; 4) Brazil; 5) Colombia.

We also know that of the illegal immigrants coming from all the Caribbean islands, the Dreamers only make up 2 percent of those offspring of illegal immigrants.

This does not mean that among the immigrants entering the U.S. from the top "dreamer nations," we don't find Haitians. There have been reports of dozens coming from South America and up through Central America before entering the U.S. from Mexico.

Immediately following the 2010 earthquake, the United States began allowing thousands of Haitians to enter the country under the Temporary Protective Status (TPS) which permitted Haitians whose lives were shattered and suffering trauma from this horrendous natural disaster to find refuge. Without such

consideration, most would be denied legal entry. This continued until 2016 when President Obama ordered the deportation of Haitians with TPS protection back to Haiti, claiming that Haiti had improved sufficiently that these immigrants could return and somehow picture up their shattered lives and once again make a life for themselves.

In 2017, the media began reporting on Haitian immigrants blocked from coming into the U.S. at the San Ysidro Port of Entry, the world's busiest crossing, near San Diego, California. There was a large outcry about this and the Border Patrol at this crossing did allow some Haitians temporary entrance. There were dozens, if not hundreds more left in the "pipeline" throughout the Americas.

 Dreamers, it would not have made it so rigid for those already in the United States.

If the White House and Congress are serious about helping DACA children and reforming immigration, they would have done so already. If there is one word to describe our Congress, it would be "procrastinators". With almost every major piece of legislation whether it be healthcare, the budget, tax reform, government shutdown or DACA and immigration, Congress waits until hours before the deadline to get serious about doing something. It's time for Congress to act and for the President to sign legislation on behalf of the Dreamers and reforming immigration.

Those of you reading this that are American citizens, call or write your representatives in Congress. Write the president or call the White House. Write your local representative. Call your mayor and city council members and plead with them to put pressure on Congress and the White House to act. There is little time

to waste.





Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (Without Negatives),

Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

LES LIVRES

L'œuvre législative du gouvernement de transition d'Haïti (2004-2006)

Suite de la page 9

la démission d'Aristide et accordaient un sursis au gouvernement de transition. Mais certains gouvernements de la Caraïbe (CĂRI-COM= Caribbean Community and Common Market) et celui d'Hugo Chavez au Vénézuela étaient hostiles vis-ā-vis du gouvernement intérimaire.

Toutefois, avec des diplomates chevronnés ā des postes clés, surtout au sein des organisations internationales comme l'Organisation des États américains (OE-A), les Nations Unies (ONÚ) et l'Union européenne (EU) ainsi qu'aux ambassades de premier rang comme aux Etats-Unis d'Amérique, en République domini-caine, au Canada et en France, on avait fini par renverser la vapeur. La participation du président Boniface Alexandre et du Premier ministre Latortue dans des fora internationales et leurs visites dans certaines capitales en disent

Au chapitre IV, Mme Adeline Magloire Chancy, ancienne ministre de la Condition féminine et des dDroits des femmes explique que « dès son installation le gouvernement intérimaire faisait connaître son intention d'accorder une attention spéciale » au ministère qu'elle dirigeait. Ainsi, « la déclaration publique ā ce sujet figure dans un document de politique générale qui date du mois d'avril 2004 ». De la parole ā l'action, le gouvernement prépara le cadre légal par des décretslois visant la protection de la femme. Et Mme Magloire Chancy de souligner : « Aujourd'hui, 12 ans plus tard, alors qu'une proposition globale de réforme

du Code pénal se trouve ā l'étude au Parlement, il sera important d'analyser l'évolution du cadre juridique ā la lumière des acquis consacrés par le décret du 6 juillet 2005 ».

Au chapitre V, Dr. Josette Bijou, ancienne ministre de la Santé publique et de la population, se penche sur ce secteur traité en parent pauvre dans le dernier budget du présent gouvernement. Elle écrit : « Pour le secteur de la santé, huit (8) décrets ont été soumis et adoptés en conseil des ministres. . . . Ils visent tous la modernisation du secteur et de la protection de l'individu et de la collectivité ». Méthodiquement, elle s'attarde sur chaque décret pour démontrer leur utilité ainsi que leur application.

En conclusion, Dr. Bijou avance: «... On peut se rendre compte que la problématique santé était une préoccupation majeure du gouvernement de transition ». Que ceux qui ont des oreilles pour entendre écoutent les paroles de cette ancienne ministre qui les interpellent ā prendre au sérieux la santé des citoyens apparemment abandonnés ā leur

Enfin, le chapitre VI, le clou de la série, par le Premier ministre : « Le grand défi après la démission du Président Jean-Bertrand Aristide », écrit-il, « était de définir une stratégie qui permettrait de retourner assez rapidement ā l'ordre constitutionnel. Car il ne fallait pas que les organismes de défense des droits de l'homme nous accusent de 'rupture de l'ordre démocratique'». Après tout, « il s'agissait de remplacer un président régulièrement élu mais qui s,'était écarté des pratiques de l'État de droit pour utiliser la violence et la corruption comme méthodes de gouvernement ».

M. Latortue explique comment le gouvernement intérimaire a pu gagner le pari en organisant des élections libres, démocratiques sans exclusivisme. Même le parti Fanmi Lavalas a été invité ā participer au Conseil électoral provisoire, mais il a refusé. Il ne fallait pas rééditer ce qui était arrivé lors des premières élections après la chute de la dictature des Duvalier quand les duvaliéristes étaient bannis de la course électorale pour dix ans.

Ainsi, le 7 février 2006 « les élections s'étaient bien déroulées dans l'ordre et la paix » avec une participation de plus de deux millions d'électeurs, ou 60 % de l'électorat d'alors. « Un record de participation non encore égalé »,

affirme l'ancien Premier ministre.

M. Latortue reconnait « que même de bonnes élections ne constituent pas nécessairement une garantie de démocratie et que la démocratie n'est pas une garantie de développement durable et de croissance économique». Alors ā quoi bon la démocratie? Et M. Latortue de répondre: « Quoi qu'il en soit, il faut reconnaître que le système démocratique est le moins mauvais des systèmes politiques connus jusqu'ā présent ».

Pour conclure, il maintient que la démocratie « requiert des dirigeants de pratiquer le principe de la bonne gouvernance, la gestion rigoureuse des ressources disponibles, le respect des droits fondamentaux de la personne et de prendre l'engagement formel de mettre les intérêts de la nation au-dessus de leurs intérêts personnels ou ceux de leurs partis ».

Bonne lecture!

Le livre est disponible sur Amazon. Aussi à Christ Stéphanie en téléphonant au 561-995-0980. Ou encore à Educa Vision sur l'Internet

Raymond Alcide Joseph, Ancien ambassadeur d'Haïti aux États-Unis

promulguée par l'Exécutif Petro Caribe : Uner de la honte du Sénat

Par Claudy Briend Auguste

Le président Jovenel Moïse semble désormais mettre à exécution une « résolution » du Sénat, tout simplement quand cela fait son affaire. Il avait donné le ton à Paris, l'année dernière, mais la majeure partie des citoyens haïtiens croyaient qu'après son « mea culpa », lors de son discours du ler janvier, aux Gonaïves, qu'il allait désormais s'efforcer de jouer franc-jeu en 2017, pour le bien-être des institutions du pays. Le constat est triste et lamentable depuis le coup de force du Sénat d'invalider le rapport de la Com-mission Beauplan sur la dilapida-tion de plus de USD 3 milliards \$

du fonds PetroCaribe. Désormais, le président haïtien vient de prouver qu'il est à la tête d'un État corrompu et qu'il suffirait de monnayer les parle-

mentaires pour qu'il obtienne toutes les concessions du Parlement, car tous les votes s'achètent. Sans égards pour les effets à long terme sur la classe défavorisée au moment du remboursement de la dette PetroCaribe, un fonds dilapidé par « résolution après résolution » prise en Conseil des ministres, de René Préval à Jovenel Moise en passant par Michel Martels, envoie ce rapport mourir dans les tiroirs poussiéreux de la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif où des membres eux-mêmes sont également mis en cause

Pour y arriver, c'est l'aboutisveau président du Sénat, qui perd

dans le document. sement d'une machination, de supercheries, d'un complot délibérément orchestré contre le peuple haïtien qui demande des comptes. Joseph Lambert, le nou-

1 bdrm & studio apts for Rent Located in Upper Darby, PA 19082 Utilities included (not electric

Call: 610-352-5975 lve msg or 610-342-5914

DE BROSSE& STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse **Attorney at Law**

ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE 182-38 Hillside Avenue (Suite 103)

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

toute crédibilité aux yeux des nationalistes et patriotes conséquents, avait réuni cyniquement, à des fins politiques, les sénateurs pro-pouvoir, dans le but de délégitimer le rapport PetroCaribe, la seule chance d'Haïti de prouver au monde que le pays se démarque de la corruption institutionnalisée. Croyant maintenant avoir les coudées franches, le président Moïse n'a rien à envier avec Nicolas Maduro pour s'assurer de la continuité de PHTK aux timons des affaires.

Jovenel Moise s'aligne sur la politique de Nicolas **Maduro**

Même si le Palais national ne l'a pas encore annoncé, ce que, probablement, il fera en dernier ressort, comme d'habitude, Jovenel Moïse ira, en avril prochain, participer à la VIIIe Assemblée annuelle de l'OEA à Lima, au Pérou. Ce qui attire notre attention, c'est son « ami » Maduro qui s'est vu déjà refuser l'invitation à ce forum, sous prétexte qu'il ne mène pas une politique favorable au pluralisme politique et à la démocratie dans son pays. Mais le président d'Haïti, avec tous les scandales de pots de vin, de corruption, de blanchiment d'argent, de main mise sur toutes les institutions publiques (UCREF, UL-CC, Justice...), travaillerait-il vraidémocratie?

Ce qu'une Assemblée constituante spéciale est à Nicolas Maduro, le Parlement haïtien, à majorité PHTKiste et alliés, l'est à Jovenel Moïse. Alors que l'OEA reproche à Maduro l'organisation suspecte et frauduleuse d'élections à venir en faveur de son parti chaviste au pouvoir, elle aurait oublié que Jovenel Moïse travaille également sans relâche pour monter son propre Conseil électoral permanent afin de favoriser le retour de Michel Martelly au pouvoir, en 2022, contre vents et marrées. Cette politique de deux poids et deux mesure semble révolter les consciences citoyennes quand elles voient dérouler sous les pas de l'un des pourfendeurs de la patrie le tapis rouge, tandis que ce privilège est nié à un autre dont les politiques se ressemblent et font souffrir autant ses concitoyens.

Les personnes indexées jubilent

L'administration Moïse-Lafontant marque des points après s'être assurée de la déroute des partis de l'opposition en Haïti dont le plus grand nombre est à la solde du pouvoir. Si Laurent Lamothe semble se réjouir de la publication de la « Résolution de *la honte du Sénat* » dans *Le Mo*niteur, par contre Wilson Laleau, le seul maître à penser au Palis national, parle à travers Jovenel Moïse, ne se rendant pas compte qu'il affaiblit les institutions vitales du pays. L'empressement du président à publier ce document fait montre de légèreté au point qu'on se demande si Jovenel Moïse est vraiment le chef d'Etat d'Haïti et non Michel Martelly/-Sweet Micky, pour un second quinquennat consécutif. L'imposition de Sweet Micky sur le parcours carnavalesque de Port-au-

Prince en est un exemple flagrant. Laurent Lamothe se frotte les

mains et, comme un gamin qui croit encore au Père Noël, envoie des fleurs aux sénateurs. Pas si vite, lui dit Youri Latortue. Encore un autre politicien « madré » qui jouerait au double jeu avec le rapport PetroCaribe, prétextant qu'il n'était pas informé de la tenue d'une séance secrète et informelle pour décider du sort final de l'embarrassant document de Beauplan qui reste comme une tâche d'huile au collet de Lamothe, Laleau, Bellerive et autres. Pour très longtemps encore, quoiqu'ils fassent et disent.

Le processus de poursuites judiciaires, dans le cadre de l'affaire PetroCaribe est mis en branle, vu que le dossier se trouve devant un cabinet d'instruction, malgré l'incertitude qui plane sur son suivi sans encombre par rapport à la compilation des faits et les séances d'interrogatoire. Seul le temps donne raison, car les Haïtiens sont à un cheveux de tout oublier, surtout quand les bourreaux d'hier se font passer aujourd'hui pour des victimes. Serons-nous à nous plaindre de leur sort, jusqu'à leur confier à nouveau le gouvernail du pays, pour piller davantage la caisse publique? cba

MIRLENE CLEANING SERVICE, INC.

We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com

REGARD DE LA FENÊTRE L'après-carnaval en Haiti

Par Michelle Mevs

L'après-carnaval est un moment important puisqu'il devient période de préparation en prélude au prochain événement de l'année 2019. Dès le mercredi des cendres, on en réclame le bilan et le débat est lancé. D'ores et déjà des décisions sont prises par rapport à l'avenir. Même si c'est un mo-ment d'épuisement, tel que l'exprime le fameux dicton local «apre bal tanbou lou» (« Après le bal, c'est terriblement éreintant ») tâchons tout de même de récapituler le con-cept du carnaval, particulièrement quand il s'est déroulé à la satisfaction de tous.

Des recommandations aux décideurs

Luco Désir, de l'émission Matin Débat, le directeur d'opinion radiophonique bien connu en Haiti et sur les réseaux sociaux, recommandait récemment que le Comité carnavalesque soit permanent doté d'un mandat de deux années approximativement. Et que la structure et les normes de ce festival soient pré-déterminées et codifiées.

Ils sont sans doute nombreux ceux qui, aux fil des mois, feront des propositions valables. De fait, il est certain que travailler à améliorer cet événement culturel à vocation touristique ne serait pas la mer à boire puisque tant de pays en ont déjà fait une expérence heureuse. Sachons, avant tout, que « Le carnaval a cette propriété de se réinventer au fil des années », comme le dit l'historien Olivier Rycke-

Le Brésil, par exemple, pourrait nous servir de modèle. D'autant plus qu'il a su faire du carnaval une industrie cul-

Pour plus de clarté, il importe de donner des précisons sur ce que constitue une industrie culturelle : « (...)

L'ensemble en constante évolution des activités de production et d'échanges culturels soumises aux règles de la marchandisation, où les techniques de production industrielle sont plus ou moins developpees, mais où le travail s'organise de plus en plus sur le mode capitaliste d'une double séparation entre le producteur et son produit, entre les tâches de création et d'exécution ». (Source Unesco). Au pays, nous pourrions donc ajuster les principes du Carnaval brésilien à nos circonstances et en définir nos objectifs et limites.

Préciser la nature du carnaval universel

Qu'est-ce que le carnaval ?

C'est un « (...) court moment où ...triomphe une sorte d'affranchissement provisoire de la vérité dominante et du régime existant —, d'abolition provisoire de tous les rapports hiérarchiques, privilèges, rèannée 2018. Ce qui n'est pas hors-norme, bien au contraire. Haiti n'est pas le seul carnaval à mettre en exèrgue la dénonciation politique. Peut-être que le côté satirique où l'utilisation des oeuvres allégoriques n'ont



Une masse humaine compacte a défile durant les jours gras.

gles et tabous », écrit, en 1970, le critique contemporain Mikhaïl Bakhtine, spécialiste du carnaval. Ce qui explique que c'est un événement universel qui remonte au Moyen-Âge avec ses traditions; néan-moins, il est opportun de comprendre, comme nous l'avons dit plus haut, que cette fête est en constante évolution.

Bien entendu, il en découle qu'il s'agit de festival. Reprenons en la définition. Festival: « Manifestation à caractère festif, organisée à époque fixe et récurrente annuellement, autour d'une activité liée au spectacle, aux arts, aux loisirs, etc., d'une durée de un ou plusieurs jours ». Soulignons que le carnaval est un rassemblement fédérateur par sa nature même, mais également populaire et jubilatoire par son fondement qu'est la fête bacchanale de l'avant-carême.

Le carnaval comme plate-forme de revendication politique

Aujourd'hui, il y a variation sur le rituel carnavalesque de tout pays où se pratique cette forme de divertissement. Pour notre part, nous avons constaté la présence de la critique poli-tique comme un facteur majeur en de nombreux carnavals organisés dans le monde. Par exemple, nous apprenons qu'un sujet d'immigration, bien que faisant particulièrement partie d'un thème sensible, devient partie intrinsèque du fameux carnaval à grand succès de Cologne : C'est « le carnaval des sans papiers »... Cette année encore, Donald trump a été l'objet de dérision au carnaval italien de Via Reggiano, qui a, d'ailleurs, fait de la satire politique et dont les chars allégoriques ont fait une

En Haïti, la politique a dominé l'événement en cette pas frappé assez fort dans la représentation générale de l'édition 2018 du Carnaval de Port-au-Prince.

Le carnaval haitien s'exprime traditionnellement en trois catégories de parades :

Les chars artistiques et allégoriques;

Les camions transportant les musiciens et suivis de nombreux fans;

Et les défilés de bandes à pieds avec leur grageoires ou bouteilles, tambours, « vaksin», chantant et dansant à

leurs rythmes propres.

A partir de ce qui est dit, notons que notre Carnaval de Port-au-Prince, en Haïti, a fait place, en majorité, aux défilés de camions décorés de manière désordonnée. Au sommet s'installent des groupes de musiciens arborant des t-shirts. En bas, sur la chaussée, la population de fanatiques à pieds grouillant, dansant et chantant, mais pas nécessairement toujours déguisés.

Cette année, on a observé que le Carnaval de Port-au-Prince a démontré un déficit de la magnificence que lui procurait autrefois la parade de chars aux couleurs chatoignantes et jeux de lumières hallucinantes de beauté. Néanmoins, le plus important, c'est que le festival a beaucoup perdu de sa morgue, de la satire d'antan ou encore d'étonnants mécanismes et de jeux à représentations allégoriques et anthropomorphiques. Peut-être

est-ce l'insuffisance de matérialité satirique, sardonique, caricaturale, rigolotte, critique, dans ce cadre-là justement qui aurait privé les festivaliers de rigolade, de moquerie, de satisfaction, et même de fascination, quand le sujet aurait été adéquatement traité par les artistes et décorateurs.

Il aura donc fallu, au Carnaval 2018, de se contenter de la dimension auditive à partir des camions : sons et paroles submergeant l'espace publique en vue d'attirer le maximum de participants. Alors, les dénonciations au premier degré ont privé la foule des fêtards de la la bonne humour généralement liée à cette grande réjouissance populaire.

Il ne faut pas exclure le fait que le Trésor public manque de fonds et que le pays endure la frustration des scandales de zuela à Haïti après le séisme de 2010.

Au lieu d'accentuer le rire, la moquerie, la raillerie, la dérision, la caricature, la satire, on aurait plutôt laissé faire dans l'offense à Port-au-Prin-

Suite en page 15



NE PERMETTEZ PAS QUE LES IMPÔTS, LES FRAIS DE CONSOMMATION D'EAU OU DE RÉPARATION VOUS CRÉENT DES PROBLÈMES AVEC VOTRE MAISON,

Si vous devez des impôts immobiliers, des frais de consommation d'eau, d'égouts, de réparation d'urgence ou d'autres dépenses liées à la propriété, il est possible que la ville de New York vende le droit de rétention sur votre propriété.

Les personnes âgées, handicapées et les propriétaires qui sont des vétérans peuvent être qualifiés pour dégrèvement d'impôts, mais ils doivent faire la demande.

Composez le 311 pour faire la demande, ou bien pour déterminer si votre maison se trouve sur la liste des propriétés dont le droit de rétention est en vente. Vous pouvez aussi rechercher votre propriété sur la liste en visitant le site : nyc.gov/liensale.

Ne tardez pas. Répondez aujourd'hui.



Department of | Department of Finance

Jacques Jiha, Ph.D. Commissioner

Environmental Protection

Mincent Sanlenza Acting Commonumer Department of Housing Preservation and Development

Maria Turnes-Single Commissioner



REGARD DE LA FENÊTRE L'après-carnaval en Haiti

Suite de la page 14

ce. De sorte que l'utilisation de cette fenêtre carnavalesque divertissante et souvent enchanteresse a donné libre cours à un certain défoulement de violence verbale au premier degré. Or le verbe peut être une arme menaçante pour tous ceux qui la rejette.

Des gens qu'on dirait «bien pensant » ont lancé ainsi leurs cris de désaccord : «Période de transgression oui, mais d'indignité non! » En même temps, et de son côté, la population réclame justice contre la corruption ambiante. Le chanteur et sénateur Anto-

défaitisme et l'injustice sociale. Tout cela se révèle très intéressant. Mais on doit souligner aussi que jamais l'usage de mots indignes, de slogans déshumanisants n'a été autant vulgarisés par un secteur politique, autant qu'on en a constaté cette année. Cela n'est en aucun cas un élément du folklore national, voire traditionel. Nous savons tous que la transgression a toujours été acceptée, mais elle n'a jamais été déshumanisante.

Nous nous en voudrions, toutefois, de ne pas mentionner, à sa juste place, l'intéressant Carnaval de Jacmel célébré par les photographes de toute provenance qui s'est forsur tous les podiums internationaux, même en ces périodes de renversement des hiérarchies qu'est le carnaval.

Bien entendu il y a permissivité en période carnavalesque sur un sujet ou un autre, pourvu qu'il ne soit pas extrémiste ou pernicieux. Car, se moquer méchamment des homosexuels, s'acharner à lancer des quolibets à connotations sexuelles perverses aux femmes, clamer des injures scatologiques et afficher des gestes pornographiques lors de l'événement, c'est se lancer sur un chemin dangereux. Somme toute, il y a des lignes rouges à éviter.

En tout cas, sans vouloir

saine politique l'occasion de jouer pleinement son rôle. Bien entendu, une polémique comme nous la pratiquons, et qui consiste à susciter une saine compétion entre les groupes musicaux et des exhortations satiriques concernant les autorités ne devrait pas être écartée. Au Brésil, ce sont les écoles de danse et les costumes qui renforcent ce genre de polémique dans la compétition. Au demeurant, c'est un million de dollars que remporte le gagnant du concours qui inspirent la manière d'agir ds partici-pants. Il s'agit d'ne polémique de fans appuyant leurs idoles de la musique depuis les dé-buts du carnaval en Haïti ocsances populaires.

Mais il faut éviter tout désagrément avec le comité carnavalesque dont on ne peut que louer les efforts, compte tenu des innombrables difficultées qui jalonnent ses interventions en tant qu'organisateur et gestionnaire de l'événement. Reconnaissons dès aujourd'hui les efforts déployés par ses membres qui ne se sont pas laissé gagner par le défaitisme face aux obstacles. Un fait demeure certain: La récupération ponctuelle des « lamayòt » traditionnel (boîtes à surprises) nous a étonnés et

16 février 2017



Representation publicitaire du Carnaval 2018 à Port-au-Prince.

nio Cheramy (de son nom d'artiste Don Kato) en est le champion au carnaval, attirant la foule la corde à la main pour amarrer les voleurs.

Le Carnaval : Un festival jouissif

Si l'on doit se plaindre du Carnaval haïtien, cette année, il faut emprunter une boutade du texte d'une chanson de l'École du samba Mangueira diffusée lors du récent Carnaval de Rio de Janeiro : « Le péché, c'est de ne pas s'amuser au Carnaval ». Et, quand le ton n'est pas le bon, c'est tout le spectacle qui en pâtit .

C'est quoi le carnaval typiquement haïtien ?

L'évolution des mœurs, mais également du contexte économique et politico-social d'Haïti sont source d'inspiration au spectacle carnavalesque. Le défoulement en est la principale expression.

Et puis, à continuation, en Haïti, l'inconscient collectif mémorise la culture musicale carnavalesque tel un parfium fortifiant mais en catharsis. En même temps, le carnaval témoigne dans l'inconscient collectif de la résistance contre le

tement spécialisée au cours des années en représentations allégoriques et artistiques dont les thèmes sont puisés des fonds historiques locaux.

Des aspects haïtiens qui méritent davantage de considération

Soyons en conscients : de nombreux aspects de la tradition carnavalesque sont des éléments d'un patrimoine identitaire à conserver. Néanmoins, d'autres aspects et appropriations valables pourraient être étudiés en vue de l'amélioration de nos carnavals. L'organisation logistique et les formats méritent toute notre attention en vue de les actualiser.

De toute évidence, il y a clairement, dans le monde et en Haïti également, des thèmes ou messages dits « on » et d'autres dits « off»... Dans cet ordre d'idées et dans le monde d'aujourd'hui, il n'est pas permis d'avilir ou de vilipender la femme, l'homosexuel, ou le journaliste, de faire du racisme dans la sphère publique. Aucun pretexte ne vaut.

Divertir sur un ton frondeur mais avilissant, de quelque nature que ce soit, est prohibé faire dans la censure, disons que tout vocabulaire à connotations extrêmistes portant véritablement atteinte à la dignité humaine, mais qui relèvent également du harcèlement d'autrui pour en faire un assassinat de caractère sont tout simplement révulsifs et condamnables.

La publicité et les sponsors

Le carnaval est politique, mais il sert également, surtout étant donné la grande foule qu'il attire, de podium publicitaire à bien des égards, en matière commerciale ou potentiellement destiné à intéresser l'électorat. L'industrie culturelle génératrice d'emplois et tributaire du tourisme résonne fort dans cette énorme participation de carnavaleux.

Une offre de détaxation a été faite par le président Jovenel Moïse aux sponsors ou commanditaires. Mais, cette initiative est-elle vraiment réalisable dans le formel ? Indéniablement, la sponsorisation du secteur des affaires constitue un apport réel à un carnaval joyeux et réussi.

On peut faire le carnaval ensemble dans l'exultation et sans antagonisme, laissant à la







Arly Larivière vers un nouvel horizon: Une idée extraordinaire

Par Robert Noël

La musique est un langage universelle, dit-on. Elle offre un vaste champ d'exploration et d'exploitation permettant aux artistes de récolter des lauriers de succès, grâce à leur imagination fertile et créatrice. Elle permet de renverser toutes les barrières physiques et sociales que l'homme a créées. Arly Larivière part à la découverte du monde latin. Il explore un chemin qui pourra le conduire vers un nouvel horizon musical où un plus grand succès l'attend.

Arly Larivière explore un autre univers

Au cours de sa carrière d'artiste, Arly Larivière a produit des albums à succès avec son groupe Nu Look et tout aussi bien au niveau de ses productions personnelles. Il a même eu le soin de présenter ses meilleurs tubes « hits » sur compact disc (CD). Aujourd'hui, il travaille sur un projet à caractère salsa « sabor *latino* — saveur latine » —, où ses plus grands succès seront repris en espagnol. Il a fait appel à un chanteur très articulé, qui a du rythme et du métier. Celui-ci ne mange pas les syllabes et ne dit pas « colazón » au lieu de « corazón », comme l'articulent certains chanteurs.

Après l'audition de l'une des chansons qui seront enregistrées sur le CD, on peut dire avec certitude que cette nouvelle production músicale pourra plaire à tous les vrais mélomanes, si les autres pièces sont de la même facture. Rien ne pourra empêcher que l'artiste récolte des lauriers, s'il met de bonnes structures en place. Ce disque va certainement conduire Arly Larivière vers un autre univers. Toutefois, il a intérêt à enregistrer cette œuvre aux États-Unis, à la Bibliothèque du Congrès « Library of Congress », à Washington, DC, au vœu du « Copyright Act of 1976 ».

On s'attend à ce que certaines gens fassent des critiques au sujet de ce nouvel album, pensant qu'-Arly Larivière se dévie complètement du traditionnel konpa dirèk. Les critiques pontentielles devraient se garder d'aller trop vite en besogne, puisque Nu Look a un nouveau disque fini et prêt à être mis en circulation. On imagine que ce seront « las meyores canciones de Arly Lari-



Arly Lariviere du groupe Nu

vière » — les meilleurs tubes d'Arly Larivière, que le monde latin aura l'opportunité de découvrir dans les jours à venir. Ce sont toutes des musiques déjà connues du public haïtien, reprises

dans la langue de Cervantès. La langue espagnole utilisée dans cette nouvelle production n'enlèvera pas la saveur ni non plus la qualité de l'œuvre, encore moins son originalité.

Un autre monde, une autre vision et une autre approche

Les stratégies de promotion et de marketing ne peuvent être les mêmes que celles utilisées dans le monde konpa direk, puisque le public qu'il vise est plus exigeant. Il est à souhaiter qu'Arly engage un avocat spécialisé dans le domaine des spectacles, ayant une expérience incontestée à l'échelle internationale. Il sera obligé de garder le même orchestre et les mêmes musiciens de studio qui participent à cette grande réalisation musicale, au cas où il devrait honorer des contrats pour présenter des spectacles en salle ou en plein air, ici et ailleurs.

Les musiques auront non seulement une saveur latine « sabor latino », mais également une structure musicale qui leur conférera une certaine universalité de langage musical. L'harmonie diffère nettement de celle utilisée dans le genre musical konpa dirèk. Il ne s'agit plus de « *Ti bagay Amazura a* ». Nu Look s'occupera de cette affaire, s'il ya lieu de répétition. Le compétiteur immédiat de Nu Look est plus que prêt et attend encore la deuxième édition. La dimension musicale et la nature de ce nouveau projet, ainsi que le marché visé ne sont pas similaires à la forme traditionnelle, et cela à tous les points de vue. Ce qui fait la valeur de ce nouveau projet d'Arly Larivière, ce sont : le dynamisme musical et l'articulation du chanteur, les arrangements et les orchestra-

C'est un projet de grande envergure qui requiert un financement dépassant le cadre des productions traditionnelles haïtiennes. Arly Larivière prend un grand risque, mais peut-être un risque calculé. Sans doute il va présenter une œuvre musicale bien travaillée. Il ne reste qu'à le féliciter et lui souhaiter du succès dans cette nouvelle entreprise, puisqu'il est déjà en route vers un nouvel horizon musical.

robertnoel22@yahoo.com

